NOUVELLE GÉOPOLITIQUE DU SPORT

"REMONDIALISATION" DU SPORT SOUS L'INFLUENCE DU *SUD GLOBAL* FACE AUX AMBITIONS DE DONALD TRUMP ET DE LA SILICON VALLEY

Ce WebBook est destiné aux étudiants de Master2 en STAPS (Filière *Management du sport*). Il analyse les dynamiques géopolitiques actuelles du sport international caractérisées par l'émergence d'une "Remondialisation" menée par les puissances du *Sud Global* qui s'opposent sans le dire à Donald Trump. Il examine l'impact que pourrait avoir la présidence de Trump lors des grands événements sportifs américains de 2026 et 2028. À travers une approche critique à vocation strictement académique, il explore le sport revu et corrigé par certains pays pour devenir un terrain de compétitions géopolitiques, économiques et industrielles où s'affrontent différentes visions du monde. Une perspective que doivent impérativement maîtriser aujourd'hui les étudiants. qui seront toujours en activité professionnelle dans les années... 2060

WebBook réalisé par le Professeur Alain LORET avec le concours de deux IA, Grok pour la curation des données internationales et Gamma pour le data-design. Il faut préciser que si la vision universitaire est toujours responsable de la problématique, de la conceptualisation et de la rédaction, de très nombreuses navettes ont précédé la réalisation finale et que sans Grok et Gamma ce document n'existerait pas. L'usage de l'IA générative raisonnée dans la Recherche universitaire est une nouvelle conception méthodologique qu'il faut désormais savoir utiliser et maîtriser.

Table des matières

1. Introduction : La "remondialisation" du sport comme phénomène géopolitique
2. Cadre conceptuel et définitions
3. L'émergence du Sud Global dans la gouvernance sportive mondiale
4. L'Arabie saoudite : Une stratégie ambitieuse de sportswashing
5. Le Qatar : Bilan géopolitique post-Coupe du Monde 2022
6. La Chine : Entre diplomatie des stades et affirmation de puissance
7. Le Brésil et l'Afrique du Sud : Bilan des méga-événements
8. Facteurs économiques favorisant le leadership du Sud Global
9. Donald Trump et les méga-événements américains
10. La Coupe du Monde 2026 : Contexte et enjeux
11. Les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 : Tensions potentielles
12. L'approche de Trump en matière de diplomatie sportive
13. Instrumentalisation politique des événements
14. Tensions avec les instances sportives internationales
15. Limites de l'influence américaine sous Trump
16. Les conflits internes aux États-Unis
17. La concurrence persistante du Sud Global
18. L'influence de l'intelligence artificielle dans les JO de 2028
19. Les entreprises de la Silicon Valley et leur rôle à Los Angeles
20. Le futur de la gouvernance sportive mondiale
21. Scénarios prospectifs : Vers une multipolarité sportive ?
22. Le rôle des instances sportives internationales
23. L'impact des tensions géopolitiques sur l'attribution des événements
24. La dimension éthique : Entre sportswashing et critiques occidentales
25. Conclusion : Le sport comme miroir des transitions géopolitiques
26. Annexes
27. Bibliographie

La Remondialisation du sport vue comme un phénomène majeur de la géopolitique du XXIème siècle

Le paysage géopolitique du sport international connaît une transformation profonde depuis le début du XXIe siècle. Alors que le monde occidental a historiquement dominé l'organisation et la gouvernance des méga-événements sportifs, nous assistons aujourd'hui à ce que certains analystes qualifient de "remondialisation" du sport. Ce concept, bien que non standardisé dans la littérature anglophone, désigne un rééquilibrage des dynamiques de pouvoir au sein du système sportif mondial, caractérisé par l'émergence des puissances du Sud Global comme acteurs prépondérants.

Cette évolution ne reflète pas simplement un changement dans l'attribution des compétitions majeures, mais représente une reconfiguration fondamentale des rapports de force sur la scène mondiale. Le sport, loin d'être un domaine périphérique des relations internationales, est devenu un terrain privilégié d'expression des ambitions géopolitiques, un vecteur de soft power et un instrument de légitimation pour des régimes politiques en quête de reconnaissance internationale.

L'Arabie saoudite, le Qatar, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud incarnent, à divers degrés, cette montée en puissance du Sud Global dans l'écosystème sportif international. Leurs stratégies d'investissement massif, d'accueil de compétitions prestigieuses et d'acquisition d'actifs sportifs majeurs posent la question d'un transfert potentiel du leadership dans ce domaine, traditionnellement exercé par l'Europe et l'Amérique du Nord.

Parallèlement, les États-Unis s'apprêtent à accueillir deux des plus importants événements sportifs mondiaux sous la présidence de Donald Trump : la Coupe du Monde de football en 2026 (co-organisée avec le Canada et le Mexique) et les Jeux Olympiques de Los Angeles en 2028. Ces rendez-vous majeurs pourraient constituer une opportunité pour Washington de réaffirmer son influence dans la gouvernance du sport mondial, potentiellement en opposition avec les ambitions des puissances émergentes.

Cette étude propose d'examiner, dans une perspective critique et académique, les dynamiques complexes de cette "remondialisation" sportive et d'évaluer dans quelle mesure la présidence Trump sous l'influence des industriels américains de l'IA pourrait infléchir ou amplifier ce phénomène. Notre analyse s'appuiera sur une approche multidimensionnelle, intégrant les aspects politiques, économiques, industriels, culturels et symboliques de cette compétition pour le leadership du sport mondial.

Cadre conceptuel et définitions

Avant d'approfondir notre analyse, il convient de clarifier le cadre conceptuel qui sous-tend cette étude et de préciser certaines notions essentielles à la compréhension des dynamiques examinées.

Le concept de "remondialisation" du sport, bien qu'absent du vocabulaire académique anglo-saxon et européen conventionnel, peut être défini comme un processus de redistribution des centres de pouvoir dans l'écosystème sportif mondial, caractérisé par l'émergence de nouveaux acteurs issus principalement du Sud Global. Ce phénomène s'inscrit dans un contexte plus large de reconfiguration des rapports de force internationaux et de contestation de l'hégémonie occidentale dans différentes sphères d'influence.

Le "Sud Global" désigne ici un ensemble hétérogène de puissances émergentes ou réémergentes qui, malgré leurs différences politiques, économiques et culturelles, partagent une ambition commune de remettre en question l'ordre international établi et d'accroître leur influence dans la gouvernance mondiale. Dans le domaine sportif, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud représentent les figures de proue de cette dynamique, bien qu'à des degrés divers et avec des stratégies distinctes.

Le concept de "soft power", théorisé par Joseph Nye Jr (*Soft Power, The Means To Success In World Politics*, New York, Public Affairs, 2004), revêt une importance particulière dans notre analyse. Il désigne la capacité d'un État à influencer le comportement d'autres acteurs par l'attraction et la persuasion plutôt que par la coercition. Le sport constitue un vecteur privilégié de soft power, permettant aux nations de projeter une image positive, de renforcer leur prestige international et d'exercer une influence culturelle au-delà de leurs frontières.

Le "sportswashing" représente l'utilisation délibérée du sport par des régimes autoritaires ou controversés pour améliorer leur réputation internationale, détourner l'attention de leurs violations des droits humains ou légitimer leur système politique. Ce terme, largement employé pour qualifier les stratégies d'investissement sportif de l'Arabie saoudite et du Qatar, comporte une dimension critique qui mérite d'être interrogée dans une perspective géopolitique.

Les "méga-événements sportifs" désignent des compétitions internationales d'envergure exceptionnelle, comme les Jeux Olympiques ou la Coupe du Monde de football, qui mobilisent des ressources considérables, attirent l'attention médiatique mondiale et produisent des impacts significatifs sur les territoires hôtes. L'attribution et l'organisation de ces événements constituent des enjeux géopolitiques majeurs, révélateurs des rapports de force internationaux et des stratégies d'influence des différents acteurs.

L'émergence du Sud Global dans la gouvernance sportive mondiale

L'émergence du Sud Global dans la gouvernance sportive mondiale constitue l'une des évolutions les plus significatives des deux dernières décennies. Ce phénomène s'inscrit dans un mouvement plus large de contestation de l'hégémonie occidentale dans les institutions internationales et de revendication d'un ordre mondial multipolaire. Dans le domaine sportif, cette tendance se manifeste par une présence accrue des puissances émergentes dans l'organisation des méga-événements, l'acquisition d'actifs sportifs prestigieux et l'influence exercée au sein des instances dirigeantes.

L'attribution de compétitions majeures à des pays du Sud Global marque un tournant historique. La Coupe du Monde de football en Afrique du Sud (2010), au Brésil (2014) et au Qatar (2022), ainsi que les Jeux Olympiques à Pékin (2008 et 2022) et à Rio de Janeiro (2016) témoignent d'une diversification géographique sans précédent. Cette évolution reflète à la fois une stratégie délibérée des instances sportives internationales, soucieuses d'étendre leur influence mondiale, et l'ambition des puissances émergentes d'utiliser ces événements comme leviers de développement et de prestige.

L'investissement financier massif constitue un autre vecteur d'influence majeur. Les fonds souverains et les conglomérats issus du Sud Global, particulièrement des monarchies du Golfe, ont acquis une présence significative dans l'économie du sport mondial. L'achat de clubs prestigieux (comme le Paris Saint-Germain par Qatar Sports Investments), le sponsoring d'événements majeurs et la création de compétitions alternatives (comme le circuit LIV Golf soutenu par l'Arabie saoudite) témoignent de cette stratégie d'influence par le capital.

La présence croissante de représentants du Sud Global au sein des instances dirigeantes du sport international constitue un troisième indicateur de cette remondialisation. Si les postes de direction demeurent majoritairement occupés par des Occidentaux, l'augmentation du poids des fédérations asiatiques, africaines et moyen-orientales dans les processus de décision modifie progressivement les équilibres de pouvoir au sein d'organisations comme la FIFA ou le CIO. Pour ce qui concerne cette dernière institution, l'élection à sa présidence le 20 mars 2025 d'une ressortissante du Zimbabwe -contrairement à toute l'histoire occidentale olympique -, Kirsty Coventry, confirme sans aucun doute cette dynamique de changements en cours.

Cette émergence suscite des réactions contrastées en Europe et aux États-Unis. D'une part, elle est perçue comme une démocratisation salutaire du système sportif international, historiquement dominé par le monde occidental. D'autre part, elle alimente des critiques concernant l'instrumentalisation du sport par des régimes autoritaires et le phénomène de sportswashing. Cette tension entre universalisation et instrumentalisation constitue l'un des enjeux centraux de la remondialisation sportive contemporaine.

L'Arabie saoudite : Une stratégie ambitieuse de sportswashing

L'Arabie saoudite s'est imposée ces dernières années comme l'un des acteurs les plus dynamiques et controversés de la remondialisation du sport. Sa stratégie d'investissement, d'une ampleur sans précédent, s'inscrit dans le cadre plus large de la "Vision 2030" initiée par le prince héritier Mohammed ben Salmane, visant à diversifier l'économie saoudienne et à modifier l'image internationale du royaume.

Les investissements saoudiens dans le sport mondial se caractérisent par leur diversité et leur caractère systématique. Dans le domaine du football, le Fonds d'investissement public (PIF) a acquis en 2021 le club anglais de Newcastle United et finance massivement la Saudi Pro League, attirant des stars internationales comme Cristiano Ronaldo grâce à des salaires sans équivalent. Dans le golf, la création du circuit LIV, concurrent direct du PGA Tour américain, a bouleversé l'économie de ce sport en offrant des prix d'un montant inédits. Le pays investit également dans la Formule 1, les sports de combat (boxe et MMA), et s'est positionné pour accueillir des événements majeurs comme le Rallye Dakar ou les Jeux asiatiques d'hiver 2029 à Neom.

Cette offensive sportive poursuit plusieurs objectifs stratégiques interconnectés. Sur le plan économique, elle s'inscrit dans une politique de diversification visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures en développant les secteurs du tourisme et du divertissement. Sur le plan diplomatique, elle contribue à renforcer l'influence régionale et internationale du royaume, notamment face au rival qatari. Sur le plan politique intérieur, elle participe à la transformation sociale du pays en normalisant la pratique sportive, y compris féminine, et en offrant de nouveaux divertissements à une population jeune.

La dimension géopolitique de cette stratégie est particulièrement évidente dans la candidature saoudienne à l'organisation de la Coupe du Monde de football 2034. Cette candidature, qui fait suite à l'obtention par le Qatar de l'édition 2022, s'inscrit dans une compétition régionale pour le leadership et confirme l'ambition saoudienne de s'imposer comme une puissance incontournable dans la gouvernance du sport mondial. L'alliance envisagée avec l'Égypte et la Grèce pour une candidature à l'édition 2030, bien qu'abandonnée depuis, illustrait également la dimension géostratégique de ces initiatives sportives.

Cette stratégie s'accompagne néanmoins de controverses significatives. Les accusations de sportswashing sont particulièrement vives, tant les investissements sportifs semblent viser à détourner l'attention des violations des droits humains dans le royaume, notamment depuis l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en 2018. La contradiction entre l'image de modernité véhiculée par ces événements sportifs et la réalité d'un régime autoritaire soulève des questions éthiques fondamentales sur les limites de l'utilisation du sport comme instrument de légitimation politique.

Le Qatar : Bilan géopolitique post-Coupe du Monde 2022

L'organisation de la Coupe du Monde de football 2022 par le Qatar constitue un cas d'étude exemplaire de l'utilisation du sport comme instrument de positionnement géopolitique par une puissance du Sud Global. Plus de deux ans après l'événement, il est désormais possible d'établir un premier bilan de cette stratégie et d'évaluer son impact sur l'influence internationale de l'émirat.

L'attribution controversée de la Coupe du Monde au Qatar en 2010 avait suscité de vives critiques, notamment concernant les conditions climatiques inadaptées, l'absence de tradition footballistique et les soupçons de corruption. Ces critiques se sont amplifiées durant la phase de préparation, ciblant particulièrement les conditions de travail des migrants impliqués dans la construction des infrastructures et le bilan écologique d'un événement nécessitant la climatisation des stades. La question des droits humains, notamment concernant la situation des femmes et des personnes LGBTQ+, a également focalisé l'attention médiatique occidentale.

Malgré ces controverses, l'organisation de l'événement a été largement considérée comme un succès logistique et médiatique. La compacité du territoire qatari a permis une expérience unique, avec plusieurs matchs accessibles dans la même journée. L'architecture innovante des stades, combinée à une organisation sans faille, a contribué à projeter l'image d'un pays moderne, efficace et capable de relever des défis techniques majeurs. La finale entre l'Argentine et la France, considérée comme l'une des plus spectaculaires de l'histoire, a couronné un tournoi globalement réussi sur le plan sportif.

Sur le plan géopolitique, l'événement a eu des retombées significatives pour le Qatar. Il a permis à l'émirat de renforcer sa visibilité internationale et de projeter une image de modernité et d'ouverture, contrastant avec les stéréotypes occidentaux sur le monde arabe. La présence de dirigeants du monde entier, notamment du président français Emmanuel Macron et du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, a illustré la capacité du Qatar à se positionner comme un hub diplomatique. L'événement a également contribué à normaliser les relations avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis après la crise du Golfe de 2017-2021.

Au-delà de la Coupe du Monde, la stratégie sportive qatarie s'inscrit dans une politique plus large de diversification économique et de rayonnement international. Les investissements dans le Paris Saint-Germain, les droits de diffusion via beIN Sports, le sponsoring de compétitions européennes et l'organisation d'événements comme les Championnats du monde d'athlétisme 2019 témoignent d'une approche systématique visant à faire du sport un pilier du soft power qatari. Cette stratégie, bien qu'extrêmement coûteuse, apparaît comme un succès relatif en termes d'influence, permettant à un petit État de s'imposer comme un acteur incontournable de la diplomatie sportive mondiale.

La Chine : Entre diplomatie des stades et affirmation de puissance

La stratégie sportive internationale de la Chine se distingue nettement de celles des monarchies du Golfe par son ampleur, sa diversité et son intégration dans une vision géopolitique globale. Pour Pékin, le sport constitue à la fois un vecteur d'affirmation de puissance, un instrument de diplomatie et un outil de construction nationale, au service de l'ambition de restaurer la place centrale de la Chine dans l'ordre mondial.

L'organisation des Jeux Olympiques de Pékin en 2008, puis des Jeux d'hiver en 2022, symbolise cette stratégie d'utilisation des méga-événements comme vitrines de la puissance chinoise. Ces deux éditions, séparées de quatorze ans, illustrent l'évolution de la posture internationale de la Chine. Les JO de 2008, présentés comme l'entrée triomphale du pays dans la modernité et la mondialisation, contrastent avec ceux de 2022, marqués par l'affirmation d'une puissance sûre d'elle-même et moins soucieuse de l'approbation occidentale. L'organisation des Jeux de 2022 malgré la pandémie de COVID-19 et les tensions croissantes avec l'Occident sur des questions comme les droits des Ouïghours témoigne de cette nouvelle assurance.

La "diplomatie des stades" constitue un autre aspect majeur de la stratégie chinoise, particulièrement visible en Afrique. La construction de stades et d'infrastructures sportives fait partie intégrante de la politique d'aide au développement chinoise, comme l'illustrent les réalisations au Cameroun, en Côte d'Ivoire ou en Zambie. Ces projets, généralement financés par des prêts et réalisés par des entreprises chinoises, s'inscrivent dans la stratégie plus large des "Nouvelles routes de la soie" et permettent à Pékin de renforcer son influence sur le continent africain. La formation d'athlètes et d'entraîneurs africains dans des centres d'excellence chinois complète ce dispositif d'influence.

Sur le plan économique, la stratégie chinoise se manifeste également par d'importants investissements dans le football européen. L'acquisition en 2016 de 70% des parts d'un club comme l'Inter de Milan par le Groupe Suning ou les investissements en 2015 dans Manchester City par China Media Capital illustrent cette ambition. Cependant, ces initiatives ont connu un net ralentissement depuis 2017, reflétant un recentrage de la politique économique chinoise et des difficultés financières dans certains secteurs. Sur le plan national, le développement du football a été érigé en priorité par Xi Jinping lui-même, avec l'ambition de faire de la Chine une puissance footballistique majeure à l'horizon 2050.

Contrairement aux monarchies du Golfe, l'approche chinoise du sport international se caractérise par une vision à plus long terme et une intégration dans une stratégie géopolitique globale. Elle vise moins l'amélioration immédiate de l'image du régime que l'affirmation progressive de la Chine comme puissance normative capable de façonner les règles du jeu international, y compris dans le domaine sportif. Cette ambition se heurte néanmoins à des obstacles significatifs, notamment les tensions croissantes avec les démocraties occidentales sur les questions de droits humains et la compétition accrue avec les États-Unis pour l'influence mondiale.

Le Brésil et l'Afrique du Sud : Bilan des méga-événements

Le Brésil et l'Afrique du Sud occupent une place particulière dans la dynamique de remondialisation du sport. Ces deux puissances régionales, représentantes emblématiques du Sud Global, ont fait figure de pionnières en accueillant des méga-événements sportifs traditionnellement organisés dans les pays occidentaux. L'Afrique du Sud avec la Coupe du Monde de football 2010 (première édition organisée sur le continent africain) et le Brésil avec la Coupe du Monde 2014 puis les Jeux Olympiques 2016 ont utilisé ces manifestations pour affirmer leur statut de puissances émergentes et renforcer leur influence internationale.

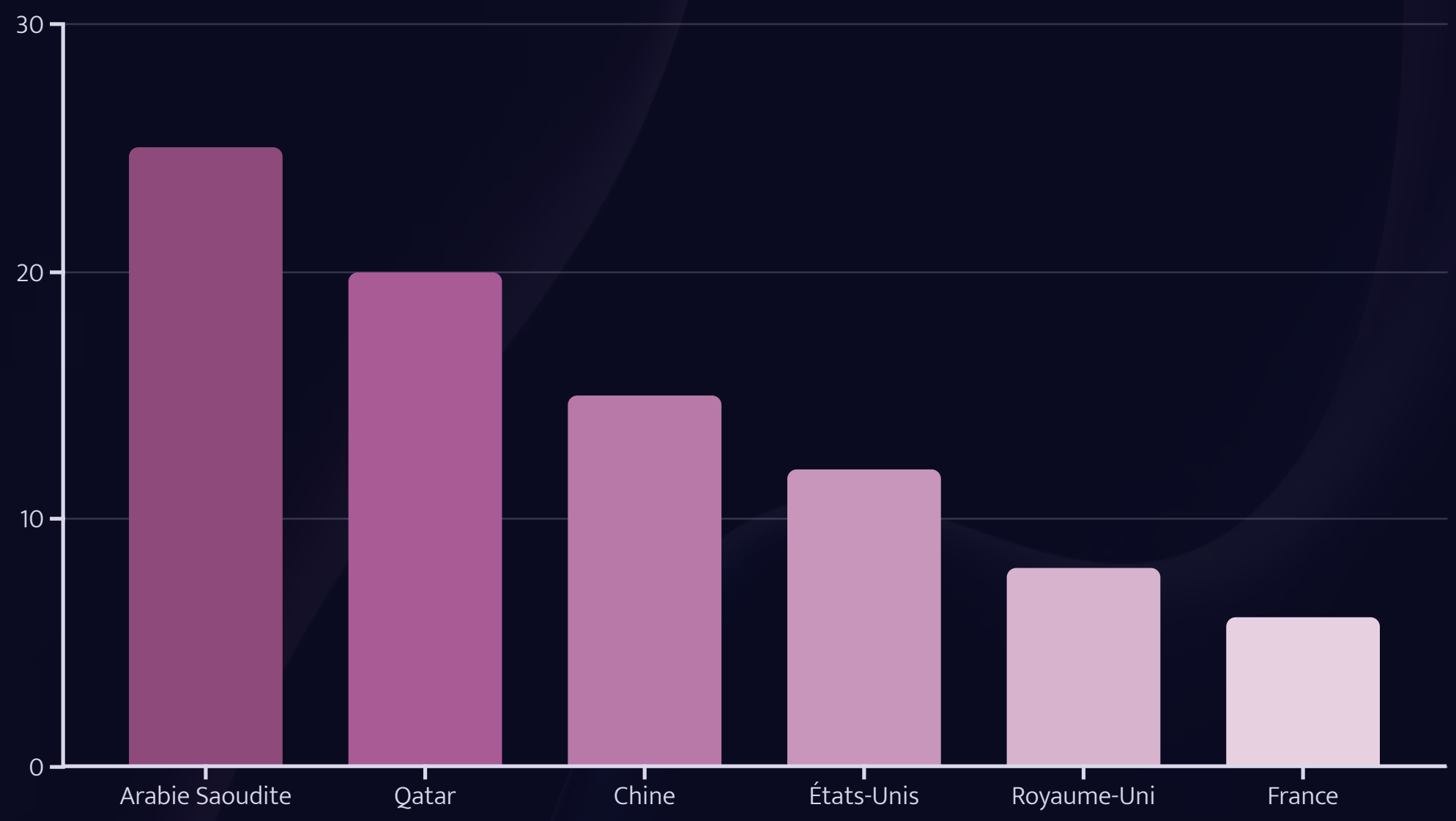
Pour l'Afrique du Sud post-apartheid, l'organisation de la Coupe du Monde 2010 s'inscrivait dans une stratégie de réconciliation nationale et de réintégration dans la communauté internationale. L'événement a symboliquement consacré la "nation arc-en-ciel" promue par Nelson Mandela et démontré la capacité du continent africain à accueillir des compétitions majeures. Sur le plan de l'image, le tournoi a été largement considéré comme un succès, malgré des inquiétudes initiales concernant la sécurité et les infrastructures. Les stades emblématiques comme le Soccer City de Johannesburg sont devenus des symboles de la modernisation du pays.

L'expérience brésilienne s'est révélée plus contrastée. La séquence *"Coupe du Monde 2014 - Jeux Olympiques 2016"* devait consacrer l'émergence du Brésil comme puissance mondiale sous la présidence de Lula da Silva. Cependant, ces événements ont coïncidé avec une grave crise politique et économique, marquée par la destitution de Dilma Rousseff et une récession profonde. Les manifestations massives contre les dépenses jugées excessives pour ces compétitions, dans un contexte de services publics défaillants, ont terni l'image internationale du pays. Les problèmes d'organisation des Jeux de Rio, notamment concernant la pollution de la baie de Guanabara, ont également alimenté les critiques.

Le bilan économique et social de ces méga-événements apparaît mitigé dans les deux pays. Les promesses de développement durable et de réduction des inégalités ont rarement été tenues. En Afrique du Sud, l'héritage des infrastructures sportives pose question, plusieurs stades étant sous-utilisés depuis la compétition. Au Brésil, les installations olympiques de Rio ont connu un abandon rapide, devenant des symboles de gaspillage plutôt que de développement. Les retombées économiques, souvent surestimées dans les études préalables, se sont révélées inférieures aux attentes, tandis que les coûts ont généralement dépassé les budgets initiaux.

Ces expériences contrastées illustrent les limites de l'utilisation des méga-événements sportifs comme leviers de développement et d'influence pour les puissances émergentes. Si ces manifestations ont incontestablement renforcé, au moins temporairement, la visibilité internationale du Brésil et de l'Afrique du Sud, leur impact à long terme sur le statut géopolitique de ces pays apparaît plus discutable. Les difficultés économiques et politiques rencontrées depuis par ces deux nations ont largement éclipsé les bénéfices d'image obtenus. Cette réalité explique en partie pourquoi ces pays se montrent aujourd'hui moins agressifs que les monarchies du Golfe ou la Chine dans la course aux méga-événements sportifs.

Facteurs économiques favorisant le leadership du Sud Global



L'émergence du Sud Global dans la gouvernance du sport mondial s'appuie sur un ensemble de facteurs économiques qui méritent d'être analysés en profondeur. Ces éléments expliquent en grande partie la capacité croissante de ces nations à influencer l'écosystème sportif international et à concurrencer les puissances occidentales traditionnelles.

Les ressources financières considérables constituent le premier facteur déterminant. Les pétrodollars des monarchies du Golfe et les réserves de change accumulées par la Chine permettent des investissements d'une ampleur sans précédent dans les infrastructures sportives, l'acquisition de clubs et le sponsoring d'événements. Contrairement aux démocraties occidentales, où les dépenses publiques sont soumises à un contrôle parlementaire et citoyen, ces régimes peuvent mobiliser des ressources colossales sans rendre de comptes. Selon le Groupe bancaire international Mirabaud & Cie, le Qatar aurait ainsi investi la somme pharaonique de 220 milliards de dollars pour organiser la Coupe du Monde 2022, un montant sans commune mesure avec les éditions précédentes (4,3 milliards de $ pour l'Allemagne en 2006 et 11,6 milliards de $ pour la Russie en 2018).

La volonté de diversification économique représente une deuxième motivation majeure. Pour les pays exportateurs d'hydrocarbures comme l'Arabie saoudite et le Qatar, le sport s'inscrit dans une stratégie de transition vers une économie post-pétrolière. Le développement du tourisme sportif, l'organisation d'événements internationaux et la création d'industries du divertissement visent à préparer l'après-pétrole. Pour la Chine, les investissements sportifs s'intègrent dans une politique plus large de montée en gamme économique et de développement des industries culturelles et de services.

Le désengagement relatif des économies occidentales constitue un troisième facteur favorable. Face aux coûts croissants des méga-événements et à l'opposition grandissante des populations, de nombreuses villes occidentales ont renoncé à leur candidature pour les Jeux Olympiques ou la Coupe du Monde. Cette tendance, illustrée par les retraits de Boston, Hambourg ou Rome pour les JO, a créé un vide que les puissances du Sud Global se sont empressées de combler. Les contraintes budgétaires et démocratiques limitent la capacité des pays occidentaux à rivaliser avec les investissements massifs des autocraties émergentes.

Les synergies entre sport et développement économique constituent un quatrième élément significatif. L'organisation de méga-événements sportifs s'accompagne généralement d'investissements massifs dans les infrastructures de transport, l'hôtellerie et l'aménagement urbain. Pour des économies en développement comme celles du Brésil ou de l'Afrique du Sud, ces événements ont représenté une opportunité d'accélérer la modernisation des infrastructures, même si le bilan coûts-bénéfices s'est souvent révélé décevant. Pour des économies plus avancées comme celle de la Chine, le sport contribue à la stratégie de montée en gamme industrielle, notamment dans les secteurs du numérique et des équipements sportifs.

Remondialisation
du Sport
by Trump
Loret
Grok
Gamma

Donald Trump et les méga-événements américains

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2024 place le président américain dans une position inédite : celle de diriger le pays hôte de deux des plus importants méga-événements sportifs mondiaux - la Coupe du Monde de football 2026 (co-organisée avec le Canada et le Mexique) et les Jeux Olympiques d'été de Los Angeles 2028. Cette configuration exceptionnelle soulève de nombreuses questions quant à l'impact potentiel de la personnalité et des politiques de Trump sur ces manifestations et, plus largement, sur l'influence américaine dans la gouvernance du sport mondial.

Le rapport de Donald Trump au sport constitue un élément contextuel important. Lors de son premier mandat (2017-2021), Trump a régulièrement instrumentalisé le sport à des fins politiques, notamment dans sa confrontation avec les athlètes afro-américains protestant contre les violences policières. Ses critiques virulentes contre Colin Kaepernick et d'autres joueurs de NFL s'agenouillant pendant l'hymne national ont révélé sa conception du sport comme expression du patriotisme et de l'unité nationale. Cette vision, qui contraste avec celle de mobilité sociale et d'inclusion souvent mise en avant par les instances sportives internationales, pourrait influencer l'approche américaine des événements à venir.

Sur le plan diplomatique, l'approche systématiquement transactionnelle de Trump en matière de relations internationales pourrait transformer ces événements en leviers de négociation. Lors du processus d'attribution de la Coupe du Monde 2026, Trump avait déjà exercé des pressions sur certains pays, comme l'a révélé le journal sportif *The Athletic* - dépendant du New York Times, menaçant de conséquences diplomatiques ceux qui ne soutiendraient pas la candidature nord-américaine. Cette instrumentalisation pourrait s'accentuer dans un contexte de tensions accrues avec la Chine, la Russie, ou certains pays du Moyen-Orient, transformant potentiellement ces événements sportifs en arènes de confrontation géopolitique.

Les politiques migratoires restrictives de Trump lors de son premier mandat avaient suscité des inquiétudes quant à l'accueil des délégations étrangères et des supporters. *L'Executive Order 13769,* communément appelé *"Muslim Ban",* avait notamment compliqué la venue d'athlètes et d'officiels de certains pays majoritairement musulmans. Le retour potentiel de politiques similaires pourrait affecter l'universalité des événements de 2026 et 2028, compromettant la capacité des États-Unis à se présenter comme un hôte accueillant pour tous les participants, indépendamment de leur origine.

Sur le plan interne, la polarisation politique américaine constitue un autre facteur de complexité. Los Angeles, ville hôte des JO 2028, est un bastion démocrate dans un État de Californie fermement opposé aux politiques trumpiennes. Cette configuration pourrait générer des tensions entre le gouvernement fédéral et les autorités locales responsables de l'organisation, notamment sur des questions comme la sécurité, l'immigration ou l'environnement. Des manifestations anti-Trump lors des événements ne sont pas à exclure, risquant de détourner l'attention du sport vers les controverses politiques intérieures.

La Coupe du Monde 2026 : Contexte et enjeux

La Coupe du Monde de football 2026, première édition à 48 équipes, sera co-organisée par les États-Unis, le Canada et le Mexique, avec une prépondérance américaine (11 villes hôtes aux USA contre 3 au Mexique et 2 au Canada). Cet événement, qui débutera environ 18 mois après l'investiture de Donald Trump, représente un enjeu géopolitique majeur pour les États-Unis dans leur compétition avec les puissances du Sud Global pour l'influence dans le sport mondial.

La dimension historique de cette compétition mérite d'être soulignée. Il s'agira de la première Coupe du Monde masculine organisée en Amérique du Nord depuis celle de 1994 aux États-Unis, qui avait joué un rôle décisif dans le développement du soccer dans le pays. L'édition 2026 intervient dans un contexte différent, où le football s'est solidement implanté dans le paysage sportif américain, atteignant une maturité relative. Cette progression contraste avec la situation de 1994, où il s'agissait davantage d'implanter un sport relativement marginal dans la culture sportive américaine.

Sur le plan organisationnel, la coordination entre trois pays aux relations parfois tendues sous l'administration Trump constitue un défi majeur. Les négociations de l'ALENA avaient illustré l'approche agressive du président américain avec ses voisins. Un retour à des politiques similaires pourrait compliquer la coopération trilatérale nécessaire au succès de l'événement. La question des déplacements transfrontaliers des délégations et des supporters, dans un contexte de politiques migratoires restrictives, représente un enjeu particulièrement sensible.

L'empreinte environnementale de cette Coupe du Monde géante suscite également des préoccupations. L'expansion à 48 équipes et l'étalement géographique sur trois pays impliquent une augmentation significative des déplacements aériens et de l'empreinte carbone globale. Ces aspects pourraient alimenter des critiques sur l'incohérence entre les engagements environnementaux affichés par la FIFA et la réalité de ses compétitions, d'autant plus dans un contexte où Trump a manifesté son scepticisme envers les politiques climatiques durant son premier mandat.

La relation entre Trump et la FIFA constitue un autre facteur déterminant. Contrairement à ses rapports tendus avec le Comité International Olympique, Trump a entretenu des liens relativement cordiaux avec l'instance dirigeante du football mondial et son président Gianni Infantino. Cette relation privilégiée pourrait faciliter la coopération sur certains aspects organisationnels, mais aussi renforcer la perception d'une politisation de l'événement si Trump cherche à l'utiliser comme vitrine de sa présidence. Les interrogations sont particulièrement vives concernant la cérémonie d'ouverture et la présence du président américain lors des matches à fort enjeu diplomatique, comme pourraient l'être des rencontres impliquant l'Iran, la Chine ou des nations arabes.

Les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 : Tensions potentielles

Les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 se dérouleront au cœur du second mandat de Donald Trump, offrant une vitrine internationale exceptionnelle pour l'Amérique trumpienne. Cette troisième édition des JO dans la métropole californienne (après 1932 et 1984) s'inscrit dans un contexte géopolitique et national profondément différent des précédentes, marqué par des tensions multiples qui pourraient affecter tant l'organisation que la perception internationale de l'événement.

Le choix de Los Angeles comme ville hôte reflète la tendance du CIO à privilégier des destinations "sûres" après plusieurs éditions controversées. La candidature californienne, basée sur l'utilisation d'infrastructures existantes et un budget maîtrisé, contrastait avec les projets pharaoniques proposés par certaines puissances émergentes. Ce retour aux États-Unis pourrait être interprété comme un repli du mouvement olympique vers ses bastions traditionnels face aux critiques suscitées par l'attribution des Jeux à des régimes autoritaires comme la Chine ou la Russie. Paradoxalement, la présidence Trump pourrait complexifier cette stratégie de retour à la "normalité" occidentale.

La tension entre Washington et Sacramento, la capitale de l'État de Californie, constitue un premier facteur de complexité. La Californie, État fermement démocrate gouverné par Gavin Newsom, entretient des relations notoirement conflictuelles avec l'administration Trump sur de nombreux sujets, notamment l'immigration, l'environnement et les droits civiques. Ces tensions pourraient s'exacerber dans le contexte des Jeux, particulièrement si Trump cherche à imposer des mesures de sécurité ou des restrictions à l'entrée qui contrediraient les valeurs d'ouverture promues par les autorités californiennes. La question du financement fédéral de certains aspects de l'événement pourrait également devenir un levier de pression politique.

L'impact des politiques migratoires de Trump sur la participation universelle aux Jeux représente une préoccupation majeure. Lors de son premier mandat, les restrictions imposées aux voyageurs de certains pays majoritairement musulmans avaient soulevé des inquiétudes quant à leur compatibilité avec l'esprit olympique. Le CIO, traditionnellement attaché à la participation de tous les comités nationaux olympiques reconnus, pourrait se trouver en porte-à-faux avec les politiques américaines si des restrictions similaires étaient réintroduites. Cette situation pourrait rappeler les tensions ayant précédé les Jeux de Moscou 1980 et Los Angeles 1984, marqués par des boycotts majeurs en pleine Guerre froide.

La politisation potentielle des cérémonies et des symboles olympiques constitue un autre point de vigilance. La présence de Trump lors de l'ouverture, la clôture et certaines épreuves phares pourrait transformer ces moments en démonstrations politiques, particulièrement si le président cherche à capitaliser sur l'événement dans une optique électoraliste (les élections de mi-mandat se tiendront quelques mois après les Jeux). L'utilisation des symboles nationaux américains, la mise en scène de la cérémonie d'ouverture et le traitement réservé aux délégations de pays en tension avec les États-Unis seront scrutés par la communauté internationale comme indicateurs de l'approche trumpienne des relations internationales dans ce contexte sportif.

L'approche de Trump en matière de diplomatie sportive

La diplomatie sportive américaine sous Donald Trump présente des caractéristiques distinctives qui la démarquent tant des administrations précédentes que des approches adoptées par les puissances du Sud Global. Cette singularité, déjà perceptible lors de son premier mandat, pourrait s'accentuer à l'occasion des méga-événements de 2026 et 2028, redessinant potentiellement les contours de l'influence américaine dans la gouvernance mondiale du sport.

Le premier trait distinctif de la diplomatie sportive de Donald Trump réside dans son caractère transactionnel systématique. Contrairement à l'approche multilatérale fondée sur des valeurs souvent mise en avant par les administrations démocrates, Trump conçoit le sport international comme un domaine où les intérêts américains doivent prévaloir, dans une logique de négociation bilatérale et de rapport de force. Cette conception s'est illustrée lors de la candidature pour la Coupe du Monde 2026, lorsque Trump a explicitement menacé de conséquences diplomatiques les pays qui ne soutiendraient pas la candidature nord-américaine, une démarche sans précédent dans les processus d'attribution récents.

L'instrumentalisation du sport à des fins de politique intérieure constitue un deuxième élément caractéristique. Durant son premier mandat, Trump a régulièrement utilisé les controverses sportives, notamment celles liées aux protestations d'athlètes afro-américains, pour consolider sa base électorale. Sa confrontation avec des figures comme Colin Kaepernick ou LeBron James s'inscrivait dans une stratégie délibérée de polarisation sur des questions identitaires et raciales. Cette tendance pourrait se reproduire à l'occasion des événements de 2026 et 2028, transformant potentiellement des questions sportives en enjeux de politique intérieure américaine.

La relation contrastée de Trump avec les différentes instances sportives internationales mérite également d'être soulignée. Alors que ses rapports avec la FIFA et son président Gianni Infantino semblent relativement cordiaux, ses relations avec le CIO sont tendues. Cette différence pourrait s'expliquer par la culture plus européenne et les valeurs progressistes souvent affichées par l'institution olympique, contrastant avec l'approche plus commerciale et moins ouvertement politique de la FIFA. Cette asymétrie pourrait influencer différemment l'organisation et la mise en œuvre des deux événements majeurs prévus sur le sol américain.

L'approche nationaliste et unilatéraliste de Trump en matière de relations internationales contraste fondamentalement avec la diplomatie sportive des puissances du Sud Global. Alors que des pays comme la Chine ou les monarchies du Golfe utilisent le sport pour s'intégrer dans la gouvernance mondiale et projeter une image d'ouverture, Trump semble davantage enclin à utiliser ces événements pour réaffirmer la primauté américaine et marquer une distance avec certains aspects de la mondialisation. Cette divergence fondamentale pourrait accentuer la compétition géopolitique dans le domaine sportif, chaque approche reflétant des visions antagonistes de l'ordre international.

Instrumentalisation politique par Trump des événements sportifs

Discours nationaliste

Utilisation des événements pour promouvoir le slogan "America First" et célébrer la "grandeur américaine" retrouvée

Diplomatie transactionnelle

Transformation des invitations et rencontres sportives en outils de négociation bilatérale avec d'autres puissances

Mobilisation de la base électorale

Organisation d'apparitions stratégiques lors d'épreuves populaires pour consolider le soutien des électeurs républicains

Projection de puissance

Démonstration de la suprématie technologique, sécuritaire et organisationnelle américaine face aux rivaux

L'instrumentalisation politique des méga-événements sportifs n'est pas un phénomène nouveau, comme l'ont démontré les Jeux Olympiques de Berlin en 1936, de Moscou en 1980 ou de Pékin en 2008. Cependant, la personnalité de Donald Trump et le contexte géopolitique actuel laissent présager une politisation particulièrement prononcée des compétitions prévues aux États-Unis en 2026 et 2028. Cette instrumentalisation pourrait prendre des formes diverses, reflétant tant les objectifs de politique intérieure que les ambitions internationales de l'administration Trump.

Sur le plan intérieur, ces événements offriront à Trump une plateforme médiatique exceptionnelle pour promouvoir sa vision de l'Amérique. La mise en scène de sa présence lors des cérémonies d'ouverture, l'association visuelle avec les victoires américaines, et l'utilisation du vocabulaire sportif (compétition, victoire, grandeur) pour caractériser sa politique pourraient renforcer sa stature présidentielle auprès de l'opinion publique nationale. Les Jeux de Los Angeles, intervenant quelques mois avant les élections de mi-mandat de 2028, pourraient particulièrement se prêter à une utilisation électoraliste, transformant certains aspects de l'événement en démonstration des "réussites" de l'administration en place.

Sur le plan international, l'accueil sélectif réservé aux différentes délégations pourrait refléter les priorités diplomatiques américaines. La possibilité d'un traitement différencié des délégations chinoises, russes ou iraniennes, par exemple, pourrait transformer ces événements en extensions de la politique étrangère trumpienne. De même, l'organisation de rencontres bilatérales en marge des compétitions, pratique courante lors des méga-événements, pourrait être instrumentalisée pour mettre en scène des rapprochements avec certains régimes favorisés ou, au contraire, marquer des distances avec d'autres. Ce type d'utilisation du cadre sportif à des fins diplomatiques rappellerait la "diplomatie du ping-pong" qui avait facilité le rapprochement sino-américain dans les années 1970, mais dans un contexte et avec des objectifs différents.

Cette instrumentalisation potentielle soulève des questions éthiques importantes quant à l'autonomie du sport face au politique. Les instances comme le CIO et la FIFA, qui défendent théoriquement une certaine neutralité politique, pourraient se trouver en position délicate face à une politisation trop manifeste. Des tensions pourraient émerger si Trump cherchait à imposer sa marque personnelle sur ces événements d'une manière jugée contraire aux valeurs ou aux intérêts des organisations sportives internationales. Ces tensions illustreraient un paradoxe fondamental : alors que les puissances du Sud Global sont régulièrement accusées de "sportswashing" pour détourner l'attention de leurs violations des droits humains, les démocraties occidentales ne sont pas exemptes d'une instrumentalisation politique du sport, bien que sous des formes différentes.

Tensions avec les instances sportives internationales

Les relations entre l'administration Trump et les principales instances sportives internationales constituent un aspect crucial de la dynamique géopolitique du sport mondial. Ces rapports, caractérisés par une ambivalence marquée, pourraient influencer significativement le déroulement des événements de 2026 et 2028, ainsi que l'évolution plus large de la gouvernance sportive internationale face à la remondialisation.

La relation entre Trump et la FIFA présente une complexité particulière. Lors de son premier mandat, Trump a entretenu des rapports relativement cordiaux avec l'instance dirigeante du football mondial et son président Gianni Infantino, qui s'est rendu à plusieurs reprises à la Maison-Blanche. Cette proximité peut s'expliquer par plusieurs facteurs : l'attribution de la Coupe du Monde 2026 à la candidature nord-américaine, le parcours professionnel d'Infantino plus orienté vers le business que vers les questions sociétales, et une certaine convergence idéologique sur la primauté des intérêts commerciaux dans le développement du football. Ces rapports privilégiés pourraient faciliter la coopération pour l'organisation de la Coupe du Monde 2026, mais également renforcer l'influence américaine sur les orientations futures de la FIFA, notamment concernant l'expansion des compétitions et leur modèle économique.

À l'inverse, les relations entre Trump et le Comité International Olympique apparaissent plus tendues. Le CIO, présidé par une femme africaine, Kirsty Coventry, défend officiellement des valeurs d'universalisme, de diversité et de développement durable qui peuvent entrer en contradiction avec certaines positions masculinistes trumpiennes. Les critiques de Trump à l'égard du multilatéralisme et sa réticence face aux engagements environnementaux contrastent avec la rhétorique olympique contemporaine. Les politiques migratoires restrictives potentiellement réintroduites par Trump pourraient également heurter le principe d'universalité de la participation olympique défendu par le CIO. Ces divergences idéologiques pourraient générer des tensions dans la préparation des Jeux de Los Angeles, particulièrement si l'administration Trump cherchait à imposer des mesures contraires aux principes affichés par le mouvement olympique.

Au-delà de ces relations bilatérales, la question de l'influence américaine sur les structures de gouvernance sportive mondiale se pose avec acuité. Historiquement, les États-Unis ont exercé une influence considérable sur ces organisations, tant par leur poids économique (droits TV, sponsoring) que par leur *soft power* culturel. Cependant, l'approche trumpienne, caractérisée par un unilatéralisme assumé et une remise en question des institutions internationales, pourrait paradoxalement affaiblir cette influence traditionnelle, créant des opportunités pour les puissances du Sud Global. La Chine, par exemple, a progressivement renforcé sa présence dans les instances dirigeantes de nombreuses fédérations internationales, profitant partiellement du désengagement relatif américain dans certaines organisations multilatérales.

Cette dynamique complexe illustre un paradoxe fondamental : alors que les méga-événements de 2026 et 2028 pourraient renforcer temporairement la visibilité et l'influence américaines dans le sport mondial, l'approche trumpienne des relations internationales risque simultanément d'éroder la position structurelle des États-Unis dans la gouvernance sportive globale à plus long terme. Cette tension entre influence conjoncturelle et érosion structurelle pourrait accélérer, plutôt que freiner, le processus de remondialisation du sport en faveur des puissances émergentes du Sud Global.

Synthèse des limites de l'influence sportive américaine sous Trump pouvant favoriser le Sud Global

Malgré l'opportunité exceptionnelle que représentent l'organisation de la Coupe du Monde 2026 et des Jeux Olympiques 2028, l'influence américaine sur le sport mondial sous la présidence de Donald Trump se heurte à plusieurs limites structurelles et conjoncturelles. Ces contraintes pourraient réduire la capacité de Washington à contrecarrer durablement la dynamique de remondialisation du sport en faveur des puissances du Sud Global.

1. Le déficit d'image constitue un premier obstacle majeur. Si le soft power américain traditionnel reposait largement sur l'attractivité de son modèle démocratique et de ses valeurs d'ouverture, l'Amérique de Trump projette une image plus clivante sur la scène internationale. Le nationalisme affiché, les positions controversées sur les questions environnementales ou migratoires, et la rhétorique parfois agressive envers certains pays ou certaines populations contrastent avec le discours d'universalisme et d'inclusion généralement associé aux valeurs sportives. Cette dissonance pourrait limiter la capacité des États-Unis à utiliser ces événements comme vecteurs d'influence positive, particulièrement auprès des nations du Sud Global qui constituent aujourd'hui la majorité des membres des organisations sportives internationales.
2. La résistance interne représente une deuxième limite significative. Les tensions entre le gouvernement fédéral et les autorités californiennes, notamment sur des questions comme l'immigration ou l'environnement, pourraient compliquer l'organisation des Jeux de Los Angeles et brouiller le message américain. De même, la polarisation politique pourrait se traduire par des manifestations ou des protestations d'athlètes américains lors des événements, rappelant les controverses autour du mouvement "Take a Knee" qui avaient marqué le premier mandat de Trump. Cette fragmentation interne contraste avec l'image d'unité nationale généralement projetée par des pays comme la Chine ou les monarchies du Golfe lors de l'accueil de méga-événements sportifs.
3. La concurrence économique constitue une troisième contrainte majeure. Malgré la puissance financière américaine, les investissements massifs des monarchies du Golfe et de la Chine dans le sport mondial créent une dynamique difficile à contrecarrer. Les sommes colossales engagées par l'Arabie saoudite dans le golf, le football ou la Formule 1, associées au fondement pétrolier de sa stratégie d'investissement, dépassent largement ce que le modèle économique américain, basé sur des financements principalement privés, peut mobiliser. Cette asymétrie des ressources limite la capacité américaine à rivaliser dans la course aux droits d'organisation ou d'acquisition d'actifs sportifs stratégiques.
4. Les contraintes diplomatiques représentent un quatrième facteur limitant. L'approche fondée sur la confrontation de Trump envers certains pays ou blocs géopolitiques pourrait générer des tensions susceptibles d'affecter la participation universelle aux événements américains. Des boycotts partiels ou des participations réduites de certaines délégations ne sont pas à exclure, particulièrement si les tensions géopolitiques avec des puissances comme la Chine, la Russie ou certains pays du Moyen-Orient s'intensifiaient. De telles situations rappelleraient les précédents des Jeux Olympiques de 1980 et 1984, marqués respectivement par les boycotts occidentaux et soviétiques en pleine Guerre froide, et affaibliraient la portée universaliste des événements américains.

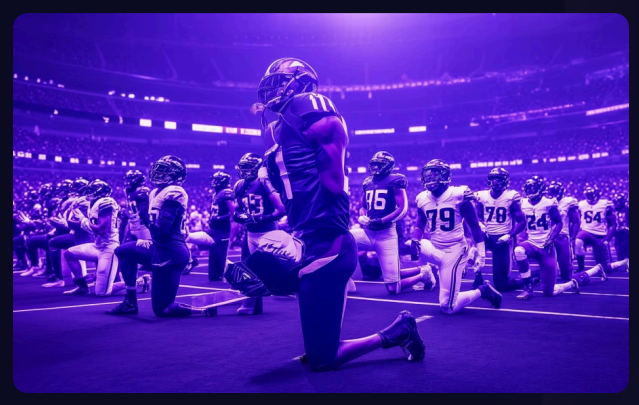
Synthèse rapide des faiblesses US à conserver en mémoire pour la suite des événements

Contestations politiques

Les manifestations anti-Trump à Los Angeles pourraient éclipser la dimension sportive des Jeux Olympiques, transformant l'événement en forum de contestation politique.

Tensions institutionnelles

Les désaccords entre l'administration fédérale trumpienne et les autorités californiennes démocrates risquent de compliquer la coordination nécessaire à l'organisation des Jeux.



Dissidences sportives

Les athlètes américains pourraient utiliser la plateforme olympique pour exprimer leur opposition aux politiques trumpiennes, comme l'ont fait certains sportifs lors de son premier mandat.

- Les tensions internes aux États-Unis représentent un facteur déterminant mais souvent sous-estimé dans l'analyse de l'impact géopolitique des méga-événements sportifs américains. Loin de présenter un front uni face aux puissances du Sud Global, l'Amérique de Trump est traversée par des fractures profondes qui pourraient significativement affecter la capacité du pays à utiliser ces manifestations comme leviers d'influence internationale.
- L'antagonisme entre le gouvernement fédéral et la Californie constitue une première ligne de fracture majeure. Cet État, bastion démocrate dirigé par Gavin Newsom, s'est positionné durant le premier mandat de Trump comme un centre de résistance à ses politiques, notamment sur l'immigration, l'environnement et les droits civiques. Los Angeles, ville hôte des JO 2028 et emblématique de la Californie progressiste, a adopté des positions diamétralement opposées à l'administration Trump sur plusieurs enjeux cruciaux. Cette configuration pourrait générer des tensions inédites dans l'histoire olympique récente, où la ville hôte et le gouvernement national se trouveraient en opposition idéologique marquée.
- Les implications pratiques de ce conflit politique pourraient être multiples. Des désaccords sur le dispositif sécuritaire, les conditions d'accès au territoire américain pour certaines délégations, ou les messages véhiculés par les cérémonies d'ouverture et de clôture ne sont pas à exclure. La question du financement pourrait également devenir un levier de pression politique, le gouvernement fédéral pouvant utiliser les subventions liées aux Jeux comme moyen de négociation avec les autorités californiennes. À l'inverse, l'État pourrait chercher à limiter l'instrumentalisation politique de l'événement par Trump, créant une situation de gouvernance conflictuelle sans précédent dans l'histoire olympique récente.
- La polarisation de la société américaine constitue un second facteur de tension potentiel. Les Jeux Olympiques, traditionnellement présentés comme un moment d'unité nationale transcendant les clivages politiques, pourraient au contraire cristalliser les divisions. Des manifestations anti-Trump à Los Angeles, ville emblématique de la résistance à ses politiques lors de son premier mandat, apparaissent probables si les tensions politiques actuelles persistent. De même, certains athlètes américains pourraient utiliser la plateforme olympique pour exprimer leur opposition, comme l'ont fait des sportifs dans différentes disciplines durant sa première présidence. Ces expressions de dissidence intérieure contrediraient l'image d'unité nationale généralement associée aux nations hôtes et affaibliraient l'impact diplomatique de l'événement.
- Le traitement médiatique de ces tensions représente un enjeu supplémentaire. La couverture polarisée de l'actualité américaine, avec des chaînes comme Fox News et CNN adoptant des perspectives radicalement opposées, pourrait se transposer dans la narration des événements sportifs. Cette fragmentation du discours médiatique contrasterait avec l'approche plus unifiée généralement adoptée par les régimes autoritaires lors de l'accueil de méga-événements, où les médias alignent leur couverture sur le message officiel. Paradoxalement, le pluralisme médiatique américain, expression de sa vitalité démocratique, pourrait constituer un désavantage dans la compétition géopolitique pour l'influence à travers le sport.

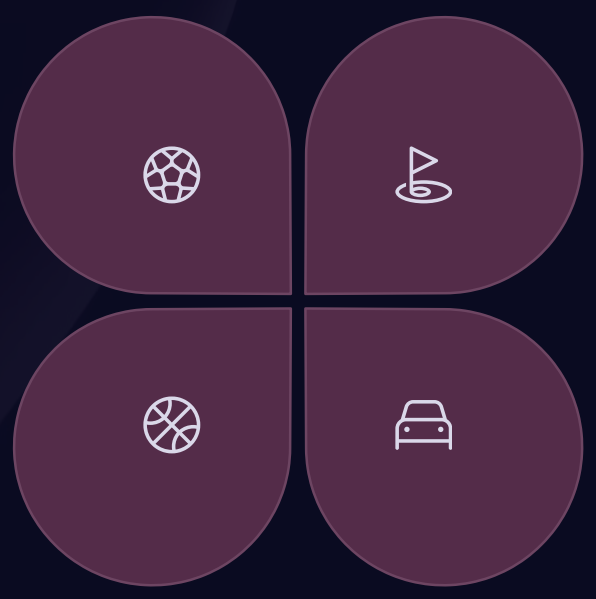
La concurrence persistante du Sud Global

Football

L'Arabie saoudite candidate pour la Coupe du Monde 2034 et investit massivement dans sa ligue nationale pour concurrencer les championnats européens.

Basketball

La Chine développe sa ligue nationale et concurrence la NBA pour l'influence mondiale dans ce sport à forte croissance internationale.



Golf

Le circuit LIV Golf financé par l'Arabie saoudite concurrence directement le PGA Tour américain en attirant les stars avec des prix records.

Sports mécaniques

Le Qatar et l'Arabie saoudite multiplient les Grands Prix de Formule 1 et autres événements motorisés avec des contrats longue durée.

Malgré l'organisation de méga-événements majeurs aux États-Unis en 2026 et 2028, la concurrence des puissances du Sud Global dans le domaine sportif ne montre aucun signe d'essoufflement. Au contraire, les stratégies d'investissement et d'influence de ces nations semblent s'intensifier, suggérant que l'impact de la présidence Trump sur la remondialisation du sport pourrait rester limité à moyen terme.

L'Arabie saoudite représente l'exemple le plus frappant de cette persistance concurrentielle. Loin de ralentir ses ambitions face à la perspective des événements américains, le royaume a renforcé sa stratégie d'investissement massif. Sa candidature pour l'organisation de la Coupe du Monde 2034, annoncée et soutenue activement par la FIFA, lui permettrait de prendre le relais immédiat des États-Unis dans l'accueil de cet événement majeur. Cette séquence successive - Qatar 2022, Amérique du Nord 2026, Arabie saoudite 2034 - illustrerait parfaitement le basculement du centre de gravité du football mondial vers le Moyen-Orient. Parallèlement, les investissements du Fonds public d'investissement saoudien (PIF) dans le football européen, le golf (LIV), la Formule 1 et d'autres sports se poursuivent à un rythme soutenu, créant progressivement un écosystème sportif sous influence saoudienne qui survivra largement aux événements américains ponctuels.

La Chine, malgré un ralentissement de certains investissements extérieurs, maintient sa stratégie d'influence à long terme dans le sport mondial. Si ses acquisitions de clubs de football européens ont diminué depuis 2017, son développement sportif intérieur et son influence dans les fédérations internationales continuent de progresser. La popularisation massive du basketball, du football et d'autres sports occidentaux sur son immense marché intérieur modifie progressivement les équilibres économiques globaux de ces disciplines. Simultanément, la présence chinoise dans les instances dirigeantes de nombreux sports olympiques s'est significativement renforcée, permettant à Pékin d'influencer les orientations stratégiques de ces disciplines. Cette stratégie discrète mais systématique contraste avec l'approche plus ostentatoire des monarchies du Golfe mais pourrait s'avérer tout aussi efficace à long terme.

Le Qatar, après le succès relatif de "sa" Coupe du Monde, poursuit également sa stratégie d'influence multisectorielle. La possession du Paris Saint-Germain, les droits de diffusion via beIN Sports, le sponsoring d'événements majeurs et l'organisation de compétitions internationales dans différentes disciplines constituent un dispositif d'influence durable qui transcende largement les événements ponctuels. La normalisation progressive de l'image internationale du Qatar, malgré les controverses initiales, démontre l'efficacité à moyen terme de cette approche systématique et diversifiée.

Cette persistance concurrentielle s'explique par plusieurs facteurs structurels difficiles à contrecarrer, même pour une puissance comme les États-Unis. Les ressources financières quasi illimitées des monarchies du Golfe, la massification du marché sportif chinois, et l'absence de contraintes démocratiques dans l'allocation des ressources donnent à ces acteurs des avantages comparatifs significatifs. De plus, la continuité stratégique de ces régimes, moins soumis aux alternances politiques que les démocraties occidentales, leur permet de poursuivre des objectifs à long terme transcendant les cycles électoraux. Cette réalité suggère que même des événements majeurs comme ceux prévus aux États-Unis ne suffiront probablement pas à inverser la tendance de fond à la remondialisation du sport.

L'influence majeure de l'intelligence artificielle (IA) dans les JO de 2028

Les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 se dérouleront dans un contexte technologique radicalement différent des éditions précédentes. Ils seront marqués par l'omniprésence de l'intelligence artificielle. Cette dimension technologique représentera un enjeu géopolitique absolument majeur dans la compétition entre les États-Unis et certaines puissances du Sud Global, particulièrement la Chine, pour le leadership dans ce domaine stratégique. La Silicon Valley, épicentre mondial de l'innovation numérique, verra dans ces Jeux une vitrine exceptionnelle pour démontrer sa suprématie technologique face aux concurrents émergents.

Lire à partir de la page 10 avant d'aller plus loin !

L'IA transformera profondément l'expérience olympique à plusieurs niveaux. Pour les athlètes, les systèmes d'analyse prédictive et d'optimisation de la performance, développés par des entreprises comme NVIDIA ou Google DeepMind, permettront une préparation physique et tactique sans précédent. Ces technologies, déjà expérimentées par certaines fédérations, deviendront omniprésentes en 2028, créant potentiellement de nouvelles inégalités entre nations selon leur accès à ces outils. Pour les spectateurs, l'IA révolutionnera l'expérience immersive, avec des systèmes de réalité augmentée développés par des entreprises comme Meta ou Apple permettant de visualiser des statistiques en temps réel, des reconstitutions 3D instantanées ou des perspectives alternatives sur les épreuves. Pour les organisateurs, l'IA optimisera la logistique, la sécurité et la gestion énergétique des sites olympiques, avec des systèmes prédictifs anticipant les flux de spectateurs ou les risques potentiels.

Cette centralité de l'IA dans les Jeux de Los Angeles soulève d'importantes questions géopolitiques. Pour l'administration Trump, ces Jeux constitueront une opportunité de démontrer la suprématie technologique américaine face à la montée en puissance chinoise dans ce domaine stratégique. La présence massive des géants technologiques américains comme sponsors, fournisseurs de services ou partenaires d'innovation sera mise en avant comme preuve de ce leadership. Cependant, cette démonstration interviendra dans un contexte de compétition acharnée, la Chine ayant clairement identifié l'IA comme secteur prioritaire dans son plan "Made in China 2025" et réalisant des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment la reconnaissance faciale et l'analyse de données massives.

Les implications éthiques et sécuritaires de cette olympiade hyper-technologique susciteront également des débats majeurs. L'utilisation massive de la reconnaissance faciale et d'autres technologies de surveillance, probablement déployées pour sécuriser les sites olympiques, soulèvera des questions sur la protection de la vie privée dans un contexte américain traditionnellement sensible à ces enjeux. La cybersécurité des infrastructures olympiques constituera un défi majeur, avec des risques d'attaques provenant d'acteurs étatiques ou non-étatiques cherchant à perturber ce showcase technologique américain. La question du "dopage technologique", c'est-à-dire l'utilisation de technologies avancées pour améliorer artificiellement les performances sportives, pourrait également émerger comme une préoccupation inédite pour le mouvement olympique.

Cette dimension technologique des Jeux de 2028 illustre parfaitement la façon dont les méga-événements sportifs contemporains sont devenus des arènes où se jouent des compétitions géopolitiques débordant largement le cadre sportif. La démonstration de puissance technologique que constitueront ces Jeux s'inscrit dans une stratégie plus large de réaffirmation du leadership américain dans des secteurs d'avenir face aux ambitions des puissances émergentes. Paradoxalement, cette mise en avant des innovations américaines pourrait également accélérer la diffusion de ces technologies vers d'autres pays, contribuant indirectement à une forme de rééquilibrage technologique global.

Les entreprises de la Silicon Valley et leur rôle à Los Angeles

Apple

Développement d'applications de réalité augmentée pour transformer l'expérience des spectateurs et des dispositifs de suivi des performances pour les athlètes.

Google

Déploiement de systèmes d'IA pour l'analyse prédictive des performances et la traduction instantanée multilingue facilitant les échanges entre délégations.

Meta

Création d'expériences immersives permettant aux spectateurs du monde entier de vivre les Jeux en réalité virtuelle et d'interagir avec les environnements olympiques.

Amazon

Fourniture de l'infrastructure cloud sécurisée pour l'ensemble des opérations olympiques et de systèmes logistiques automatisés pour la gestion des sites.

- Les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 représenteront une vitrine sans précédent pour les géants technologiques de la Silicon Valley, qui y verront une opportunité stratégique d'affirmer leur leadership mondial face aux concurrents émergents, notamment chinois. Cette mobilisation des fleurons américains de la tech s'inscrit dans une double dynamique : commerciale, avec des perspectives de développement et de valorisation de nouvelles technologies, et géopolitique, en démontrant la suprématie américaine dans un secteur considéré comme décisif pour la puissance au XXIe siècle.
- Le positionnement stratégique de ces entreprises prendra diverses formes. En tant que sponsors officiels, des sociétés comme Apple, Google ou Meta investiront des sommes considérables pour associer leur image à l'événement, bénéficiant d'une visibilité mondiale exceptionnelle. Au-delà du simple marketing, ces partenariats se traduiront par le déploiement de solutions technologiques innovantes transformant l'expérience olympique. Google pourrait ainsi développer des systèmes de traduction instantanée facilitant la communication entre délégations, tandis qu'Apple proposerait des applications de réalité augmentée permettant aux spectateurs d'accéder à des informations contextuelles en temps réel. Amazon Web Services fournirait probablement l'infrastructure cloud sécurisée nécessaire au fonctionnement de l'ensemble des systèmes numériques olympiques, démontrant sa fiabilité à l'échelle mondiale.
- Cette présence massive des géants technologiques américains revêt une dimension géopolitique évidente dans le contexte de rivalité avec la Chine. Alors que des entreprises comme Huawei, Alibaba ou ByteDance cherchent à s'imposer sur la scène mondiale, les Jeux constitueront une démonstration de force de l'écosystème technologique américain. Paradoxalement, Alibaba reste un partenaire olympique mondial jusqu'en 2028, créant une situation potentiellement tendue où une entreprise chinoise jouerait un rôle officiel dans un événement instrumentalisé par l'administration Trump pour affirmer la suprématie technologique américaine. Cette configuration pourrait générer des tensions diplomatiques et commerciales, illustrant comment le sport est devenu un terrain d'affrontement dans la guerre technologique sino-américaine.
- L'implication des entreprises de la Silicon Valley soulèvera également d'importantes questions éthiques et réglementaires. La collecte massive de données générées par les spectateurs, athlètes et infrastructures olympiques posera des défis majeurs en matière de protection de la vie privée, particulièrement dans un contexte californien traditionnellement à la pointe des régulations dans ce domaine. L'utilisation de technologies controversées comme la reconnaissance faciale pour la sécurisation des sites olympiques pourrait créer des tensions entre impératifs sécuritaires et préoccupations civiques. Ce dilemme illustrera la position ambivalente des États-Unis, critiquant régulièrement la surveillance technologique chinoise tout en déployant des technologies similaires, quoique dans un cadre juridique différent. Les Jeux de Los Angeles pourraient ainsi devenir un moment charnière dans le débat global sur la régulation des technologies émergentes et leur utilisation dans l'espace public.

Vers une gouvernance sportive mondiale revue et corrigée ?

La gouvernance du sport mondial se trouve aujourd'hui à un carrefour historique, confrontée à des défis structurels qui remettent en question les équilibres institutionnels établis au XXe siècle. L'émergence des puissances du Sud Global et la présidence Trump constituent deux forces "transformatrices" qui, bien que distinctes, pourraient conjointement accélérer une refonte profonde des instances dirigeantes du sport international et de leurs modes de fonctionnement.

Le modèle traditionnel de gouvernance sportive mondiale, caractérisé par des organisations internationales comme le CIO et la FIFA exerçant une autorité quasi-souveraine sur leurs disciplines respectives, fait face à des contestations croissantes. Ce système, historiquement dominé par les puissances occidentales malgré une rhétorique universaliste, se voit remis en question tant par l'intérieur que par l'extérieur. Les scandales de corruption, les controverses sur l'attribution des méga-événements, et les critiques concernant le manque de transparence ont érodé la légitimité de ces institutions. Parallèlement, l'émergence de circuits alternatifs financés par des acteurs du Sud Global, comme le LIV Golf soutenu par l'Arabie saoudite, par exemple, illustre une contestation plus radicale du monopole réglementaire des fédérations traditionnelles.

- La montée en puissance des pays du Sud Global dans les instances dirigeantes constitue une première tendance structurelle. Si les postes de direction demeurent majoritairement occupés par des Européens ou des Nord-Américains, l'influence des représentants asiatiques, moyen-orientaux et africains s'accroît significativement. Cette évolution reflète tant le poids économique grandissant de ces régions que l'activisme diplomatique de pays comme la Chine ou les monarchies du Golfe pour placer leurs ressortissants à des positions stratégiques. La nouvelle présidence du CIO témoigne d'un déplacement progressif du centre de gravité de l'olympisme de l'Europe vers d'autres régions du monde.
- L'émergence de modèles économiques concurrents représente une seconde évolution majeure. Le modèle occidental traditionnel, basé sur des financements principalement privés (droits TV, sponsoring, billetterie) encadrés par une régulation publique, se voit concurrencé par des approches alternatives. Les investissements massifs des États du Golfe, mobilisant des fonds souverains pour créer ou acquérir des actifs sportifs stratégiques, bouleversent les équilibres économiques établis. Parallèlement, l'approche chinoise, mêlant investissements étatiques et développement d'un marché intérieur massif, offre une troisième voie potentiellement influente. Ces modèles divergents reflètent des conceptions différentes du rôle du sport dans la société et l'économie, annonçant une gouvernance mondiale potentiellement plus fragmentée.

Dans ce contexte, l'approche de l'administration Trump pourrait paradoxalement accélérer les tendances à la remondialisation plutôt que les contrecarrer. Son scepticisme envers les institutions multilatérales, sa critique des organisations internationales jugées défavorables aux intérêts américains, et sa préférence pour les négociations bilatérales pourraient affaiblir l'influence américaine traditionnelle au sein des structures de gouvernance mondiale du sport. Ce retrait relatif créerait un vide que les puissances émergentes s'empresseraient de combler, accélérant la transition vers un ordre sportif multipolaire où les nations du Sud Global joueraient un rôle prépondérant. Ainsi, bien que les méga-événements américains de 2026 et 2028 puissent temporairement renforcer la visibilité et l'influence des États-Unis, les tendances structurelles de fond semblent favoriser une redistribution progressive du pouvoir dans la gouvernance mondiale du sport.

Scénarios prévisionnels : Vers une multipolarité sportive internationale

Scénario 1 : Fragmentation régionale

Émergence de structures de gouvernance régionales concurrentes sous l'influence des blocs géopolitiques (occidental, chinois, moyen-oriental), chacune développant ses propres compétitions et standards. Ce scénario verrait une diminution de l'universalisme sportif au profit d'écosystèmes partiellement isolés mais interconnectés.

Scénario 2 : Multipolarité coordonnée

Réforme des instances internationales intégrant davantage les puissances émergentes dans un système de gouvernance partagée. Le CIO et la FIFA conserveraient leur rôle central mais avec un rééquilibrage significatif des pouvoirs et une influence accrue du Sud Global dans la définition des normes et l'attribution des événements.

Scénario 3 : Privatisation transnationale

Déclin des structures fédérales traditionnelles au profit de circuits privés financés par des fonds souverains, des milliardaires ou des conglomérats multinationaux. Ce modèle, déjà observable dans le golf ou la boxe, pourrait s'étendre à d'autres disciplines, marginalisant progressivement les fédérations historiques.

Synthèse

Face aux évolutions contemporaines de la géopolitique du sport, plusieurs scénarios prospectifs se dessinent pour l'avenir de la gouvernance sportive mondiale. Ces projections, loin d'être mutuellement exclusives, pourraient se combiner différemment selon les disciplines et les régions, dessinant un paysage sportif mondial plus complexe et fragmenté qu'aujourd'hui.

- Le scénario de fragmentation régionale s'appuie sur la tendance croissante à l'alignement des structures sportives sur les blocs géopolitiques émergents. Dans cette perspective, nous assisterions à l'émergence d'écosystèmes sportifs partiellement autonomes, organisés autour des grandes puissances régionales. Un bloc occidental, centré sur l'Europe et l'Amérique du Nord, maintiendrait les structures traditionnelles héritées du XXe siècle, mais avec une influence décroissante. Un pôle asiatique, dominé par la Chine, développerait ses propres compétitions et standards, capitalisant sur son immense marché intérieur et son influence régionale croissante. Un troisième pôle, organisé autour des monarchies du Golfe et de leur puissance financière, pourrait émerger, particulièrement dans des sports comme le football, le golf ou les sports mécaniques, créant un écosystème distinct basé sur des investissements massifs et une approche commerciale agressive.
- Le scénario de multipolarité coordonnée envisage une réforme des instances internationales existantes plutôt que leur marginalisation. Dans cette perspective, des organisations comme le CIO et la FIFA maintiendraient leur position centrale dans la gouvernance sportive mondiale, mais avec une transformation profonde de leurs structures de pouvoir interne. Les représentants du Sud Global occuperaient progressivement davantage de positions décisionnelles, modifiant les priorités et les critères d'attribution des événements. Cette évolution s'accompagnerait d'une reconnaissance explicite de modèles de développement sportif diversifiés, abandonnant progressivement l'universalisme occidental au profit d'une approche plus pluraliste. Ce scénario, plus réformiste que révolutionnaire, pourrait être favorisé par des transitions négociées au sein des instances existantes, évitant les ruptures brutales mais actant un rééquilibrage géopolitique inéluctable.
- Le scénario de privatisation transnationale s'appuie sur l'émergence récente de circuits sportifs privés concurrençant directement les fédérations traditionnelles. L'exemple du LIV Golf, financé par le fonds souverain saoudien en concurrence directe avec le PGA Tour américain, illustre cette tendance. Dans cette perspective, nous assisterions à une marginalisation progressive des structures fédérales traditionnelles au profit d'entités commerciales transnationales détenues par des fonds souverains, des conglomérats multinationaux ou des milliardaires. Ces nouveaux acteurs, moins contraints par les traditions et les considérations diplomatiques, pourraient transformer radicalement l'économie et la culture de certains sports, privilégiant l'entertainment et le rendement financier sur les valeurs traditionnellement associées au sport. Ce scénario, déjà partiellement réalisé dans des sports comme la boxe professionnelle ou le MMA, pourrait s'étendre à d'autres disciplines, créant un paysage sportif mondial plus fragmenté et commercialisé.

Rôle des instances sportives internationales : conservation ou révolution ?

Les instances sportives internationales, principalement le Comité International Olympique (CIO) et la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), occupent une position ambivalente dans la dynamique de remondialisation du sport. À la fois acteurs et arbitres de cette évolution, ces organisations se trouvent confrontées à des défis existentiels qui remettent en question leur légitimité, leur indépendance et leur capacité à maintenir une gouvernance occidentale universellement reconnue dans un monde de plus en plus multipolaire.

L'évolution du processus d'attribution des méga-événements illustre parfaitement cette ambivalence. Depuis deux décennies, le CIO et la FIFA ont considérablement élargi l'horizon géographique de leurs compétitions phares, attribuant des éditions à des pays du Sud Global comme le Brésil, l'Afrique du Sud, la Chine ou le Qatar. Cette diversification, présentée comme une démocratisation salutaire du sport mondial, reflète également de nouvelles considérations économiques et stratégiques. L'accès à de nouveaux marchés, la captation de ressources financières considérables, et l'extension de l'influence de ces organisations dans des régions émergentes constituent des motivations souvent plus déterminantes que l'idéal proclamé d'universalisme sportif. Les controverses récentes sur l'attribution de la Coupe du Monde 2022 au Qatar ou le soutien apparent de la FIFA à la candidature saoudienne pour 2034 illustrent cette prédominance des considérations pragmatiques sur les principes éthiques affichés.

Face aux critiques concernant leur indépendance, ces organisations oscillent entre résistance et adaptation stratégique. Le CIO, sous la présidence de Thomas Bach, avait développé un discours de "neutralité politique" visant à préserver son autonomie face aux pressions des États. Cette posture, qui se traduit notamment par une réticence à sanctionner les pays hôtes pour des violations des droits humains, facilite objectivement l'accès des régimes autoritaires à l'organisation des méga-événements sportifs. Parallèlement, la FIFA sous Gianni Infantino semble avoir adopté une approche plus ouvertement favorable aux puissances émergentes, particulièrement les monarchies du Golfe, tout en maintenant une rhétorique d'indépendance. Ces positionnements, loin d'être neutres, reflètent des arbitrages complexes entre principes affichés, contraintes économiques et réalités géopolitiques.

Dans ce contexte, l'impact potentiel de la présidence Trump sur ces instances mérite une attention particulière. Contrairement à une idée reçue, la relation entre l'administration Trump et ces organisations ne se réduit pas à une opposition frontale. Si le discours nationaliste, masculiniste et unilatéraliste du président américain peut sembler incompatible avec l'internationalisme affiché de ces instances, des convergences d'intérêts existent sur certains aspects. La FIFA, sous Infantino, a maintenu des relations cordiales avec Trump lors de son premier mandat, notamment dans le contexte de l'attribution de la Coupe du Monde 2026. Cette proximité relative s'explique tant par l'importance du marché américain que par certaines convergences idéologiques sur la primauté des intérêts économiques dans le développement du sport. Le CIO, historiquement plus proche des valeurs progressistes occidentales, pourrait connaître des relations plus tendues avec une administration Trump, particulièrement sur des questions comme l'inclusion des athlètes transgenres ou les politiques environnementales.

Malgré ces accommodements tactiques, ces instances font face à une remise en question fondamentale de leur légitimité dans un monde saturé de volontés protéiformes de remondialisation post-occidentale. Le modèle de gouvernance sportive établi au XXe siècle, basé sur une vision européenne du sport et de ses valeurs, se heurte aux revendications croissantes des puissances émergentes pour une représentation accrue et une diversification des perspectives. Les scandales de corruption, les accusations de partialité dans l'application des règles, et l'opacité des processus décisionnels ont érodé la confiance dans ces institutions, ouvrant la voie à des contestations plus radicales. L'émergence de circuits sportifs alternatifs (LIV Golf..., NDLR) illustre concrètement cette fragilisation du monopole normatif des fédérations internationales, annonçant potentiellement une ère de gouvernance sportive plus fragmentée et concurrentielle.

L'impact des tensions géopolitiques sur l'attribution des événements

1

2010-2015

Période d'expansion vers le Sud Global avec l'attribution des JO à Rio (2016) et de Coupes du Monde à l'Afrique du Sud (2010), au Brésil (2014) et au Qatar (2022), reflétant l'influence croissante des puissances émergentes.

2

2016-2020

Contraction occidentale avec le retour à des destinations "sûres" pour les JO (Paris 2024, Los Angeles 2028) suite aux controverses autour de Sotchi 2014 et Rio 2016, marquant une phase de prudence des instances internationales.

3

2021-2023

Nouvelle offensive du Golfe avec la Coupe du Monde au Qatar et la candidature saoudienne pour 2034, illustrant la persistance des ambitions du Sud Global malgré les résistances occidentales.

4

2024-2028

Période américaine avec la Coupe du Monde 2026 et les JO 2028 sous Trump, constituant potentiellement une dernière affirmation de l'influence occidentale avant un basculement plus marqué vers le Sud Global.

L'attribution des méga-événements sportifs reflète avec une acuité particulière les évolutions des rapports de force géopolitiques mondiaux. Loin d'être de simples décisions techniques ou commerciales, ces attributions constituent des choix éminemment politiques, révélateurs des tensions entre puissances établies et émergentes pour l'influence sur la gouvernance mondiale du sport.

- L'évolution historique récente des attributions dessine une trajectoire non linéaire mais significative. La première décennie du XXIe siècle a vu une diversification géographique sans précédent, avec des événements majeurs attribués à la Chine (JO 2008), à l'Afrique du Sud (Coupe du Monde 2010), à la Russie (JO d'hiver 2014, Coupe du Monde 2018), au Brésil (Coupe du Monde 2014, JO 2016) et au Qatar (Coupe du Monde 2022). Cette séquence, souvent présentée comme une démocratisation du sport mondial, a coïncidé avec l'émergence des BRICS et l'affirmation d'un monde multipolaire après la période d'hyperpuissance américaine des années 1990. Cependant, les controverses suscitées par plusieurs de ces éditions, notamment concernant la corruption, les droits humains et l'héritage durable, ont provoqué un mouvement de reflux perceptible depuis 2015.
- La période actuelle se caractérise par des dynamiques contradictoires. D'une part, on observe un retour relatif vers des destinations occidentales "sûres", comme en témoignent les JO d'été attribués à Paris (2024) et Los Angeles (2028), qui peuvent être interprétés comme un repli conservateur après les expériences controversées de Sotchi 2014 et Rio 2016. D'autre part, l'offensive des monarchies du Golfe se poursuit avec une intensité inédite, comme l'illustrent la tenue de la Coupe du Monde 2022 au Qatar malgré les controverses et la candidature saoudienne pour l'édition 2034, qui semble bénéficier d'un soutien appuyé de la FIFA. Cette dualité révèle les tensions au sein même des instances sportives internationales, tiraillées entre fidélité à leurs bases historiques occidentales et attraction vers les ressources considérables offertes par les puissances émergentes.

Dans ce contexte, la présidence Trump pourrait introduire de nouvelles variables dans cette équation complexe. D'une part, les méga-événements américains de 2026 et 2028 pourraient constituer une réaffirmation de l'influence occidentale, particulièrement si Trump les instrumentalise comme démonstrations de la "grandeur américaine". D'autre part, son approche transactionnelle des relations internationales et sa critique des institutions multilatérales pourraient paradoxalement affaiblir la position structurelle des États-Unis dans les instances sportives mondiales. Cette contradiction apparente illustre la complexité des dynamiques à l'œuvre, où l'influence conjoncturelle liée à l'organisation d'événements majeurs peut coexister avec une érosion structurelle de la position dans la gouvernance globale.

Au-delà de ces dynamiques immédiates, se pose la question plus fondamentale de l'évolution des critères d'attribution. Historiquement, ces décisions reflétaient un équilibre entre considérations sportives, économiques, politiques et éthiques, avec une prédominance variable selon les époques. La tendance récente semble privilégier massivement les facteurs économiques et la sécurité organisationnelle, marginalisant les questions de droits humains, d'impact environnemental ou d'héritage socio-économique. Ce glissement, qui facilite l'accès des régimes autoritaires disposant de ressources considérables aux événements majeurs, pourrait s'accentuer dans un contexte où les instances sportives cherchent à maximiser leurs revenus face à la concurrence de circuits alternatifs. La présidence Trump, avec son approche ouvertement pragmatique et sa relativisation des questions éthiques dans les relations internationales, pourrait renforcer cette tendance, malgré le paradoxe apparent d'une convergence entre la puissance américaine traditionnelle et les ambitions des régimes autoritaires émergents.

La dimension éthique : Entre sportswashing et critiques occidentales

La question éthique occupe une place centrale dans les débats contemporains sur la géopolitique du sport, cristallisant les tensions entre les ambitions des puissances du Sud Global et les critiques émanant principalement des sociétés occidentales. Le concept de "sportswashing", largement mobilisé dans les médias et les discours militants, mérite un examen critique qui dépasse les simplifications idéologiques pour comprendre la complexité des enjeux moraux soulevés par la remondialisation du sport.

Le "sportswashing" désigne l'utilisation stratégique du sport par des régimes autoritaires ou controversés pour améliorer leur image internationale, détourner l'attention de leurs violations des droits humains ou légitimer leur système politique. Cette pratique, particulièrement associée aux monarchies du Golfe comme l'Arabie saoudite et le Qatar, fait l'objet de critiques virulentes de la part d'ONG comme Amnesty International ou Human Rights Watch, ainsi que de médias occidentaux. L'organisation de la Coupe du Monde 2022 au Qatar, les investissements saoudiens dans le football européen via le fonds PIF, ou le circuit LIV Golf sont régulièrement cités comme exemples paradigmatiques de cette stratégie. Ces critiques s'appuient sur des violations documentées des droits humains, comme le traitement des travailleurs migrants au Qatar ou la répression des dissidents en Arabie saoudite, pour dénoncer la complicité des institutions sportives internationales et des acteurs occidentaux avec ces régimes.

Une analyse plus nuancée révèle cependant les ambiguïtés et les contradictions de cette approche critique.

- Premièrement, le concept de "sportswashing" tend à essentialiser des réalités politiques complexes, réduisant des sociétés et des États multiformes à leurs aspects les plus controversés.
- Deuxièmement, l'application sélective de cette critique, ciblant principalement certains pays du Sud Global tout en épargnant des alliés occidentaux aux pratiques parfois similaires, soulève des questions légitimes sur les biais géopolitiques sous-jacents.
- Troisièmement, cette dénonciation s'inscrit dans une tradition orientaliste qui dénie aux sociétés non-occidentales la capacité d'évoluer par l'interaction avec les normes internationales, figeant ces pays dans une altérité irréductible.
- Enfin, l'accent mis sur les motivations d'image néglige souvent les considérations économiques et stratégiques qui expliquent également ces investissements sportifs, comme la diversification post-pétrolière des économies du Golfe.

Cette critique du "sportswashing" soulève également la question de l'universalité des valeurs au nom desquelles elle s'exprime. La promotion des droits humains, de l'égalité des genres ou des droits LGBTQ+ à travers le sport reflète des normes largement issues des sociétés occidentales contemporaines, dont l'universalité est contestée par diverses traditions culturelles et religieuses. Sans tomber dans un relativisme moral absolu qui justifierait toute violation au nom de la spécificité culturelle, une approche critique doit reconnaître la dimension géopolitique de ces débats éthiques. Les tensions autour du port du hijab dans le sport, des droits LGBTQ+ lors de compétitions internationales, ou des standards de travail dans la construction d'infrastructures reflètent des divergences normatives qui dépassent largement le cadre sportif pour interroger les fondements mêmes du système international.

La présidence Trump introduit une variable supplémentaire dans cette équation complexe. Son approche transactionnelle des relations internationales, sa réticence à conditionner les partenariats économiques au respect des droits humains, et sa proximité avec certains régimes autoritaires contrastent avec le discours progressiste dominant dans les milieux sportifs occidentaux. Cette dissonance pourrait paradoxalement faciliter la légitimation des pratiques dénoncées comme "sportswashing", en normalisant une approche pragmatique où les considérations éthiques sont subordonnées aux intérêts économiques et stratégiques. Simultanément, la critique du "sportswashing" pourrait devenir un instrument politique utilisé sélectivement contre certains régimes identifiés comme adversaires, tandis que des pratiques similaires seraient tolérées chez des alliés, illustrant la politisation croissante du discours éthique dans le sport mondial.

Conclusion : Le sport comme miroir des transitions géopolitiques

Au terme de cette analyse approfondie des dynamiques contemporaines du sport mondial, plusieurs conclusions s'imposent concernant la remondialisation en cours et l'impact potentiel de la présidence Trump sur ce phénomène. Ces observations dépassent le cadre strictement sportif pour éclairer des évolutions plus larges dans les relations internationales et la gouvernance mondiale.

- Premièrement, la remondialisation du sport apparaît comme un processus structurel, inscrit dans la reconfiguration plus générale des rapports de force mondiaux au XXIe siècle. L'émergence des puissances du Sud Global comme acteurs majeurs de l'écosystème sportif international ne constitue pas un phénomène conjoncturel ou réversible, mais reflète des évolutions profondes dans la distribution de la puissance économique, politique et culturelle à l'échelle mondiale. L'Arabie saoudite, le Qatar, la Chine, et dans une moindre mesure le Brésil et l'Afrique du Sud, utilisent le sport comme un levier d'influence et un marqueur de statut dans un système international en transition. Cette stratégie, bien que mise en œuvre avec des moyens et des objectifs variables selon les pays, s'inscrit dans une tendance de fond à la contestation de l'hégémonie occidentale dans les institutions internationales.
- Deuxièmement, l'organisation de méga-événements sportifs aux États-Unis sous la présidence de Donald Trump constitue un facteur conjoncturel significatif mais probablement insuffisant pour inverser cette tendance structurelle. La Coupe du Monde 2026 et les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 offriront certes une vitrine exceptionnelle pour la puissance américaine, potentiellement instrumentalisée par Trump pour projeter sa vision de l'Amérique sur la scène mondiale. Cependant, plusieurs facteurs limitent l'impact potentiel de ces événements sur la remondialisation en cours : les tensions internes aux États-Unis, le déficit d'image international associé à la présidence Trump, et surtout la persistance des investissements massifs des puissances émergentes dans le sport mondial. Paradoxalement, l'approche transactionnelle et unilatéraliste de Trump pourrait même accélérer l'érosion de l'influence américaine dans les structures de gouvernance sportive mondiale, créant des opportunités pour les puissances du Sud Global.
- Troisièmement, l'avenir de la gouvernance sportive mondiale semble s'orienter vers une multipolarité fragmentée plutôt que vers un nouveau leadership exclusif. Ni les États-Unis ni aucune puissance émergente ne paraît en mesure d'imposer seule sa vision et ses normes à l'ensemble du système sportif international. Les instances traditionnelles comme le CIO et la FIFA continueront probablement d'exercer une autorité formelle, mais avec une légitimité contestée et une influence réduite face à l'émergence de circuits alternatifs et de pôles régionaux de gouvernance. Cette fragmentation reflète une tendance plus large dans les relations internationales contemporaines, où le multilatéralisme universaliste de l'après-Guerre froide cède progressivement la place à des configurations plus complexes, mêlant compétition entre grandes puissances et coopération sélective sur des enjeux spécifiques.
- Enfin, quatrièmement, les débats éthiques autour du "sportswashing" illustrent les tensions normatives inhérentes à cette transition géopolitique. La confrontation entre les critiques occidentales des pratiques des régimes autoritaires et les accusations de néo-colonialisme moral formulées en retour dépasse largement le cadre sportif pour interroger les fondements mêmes du système international contemporain. Dans ce contexte, le sport ne constitue pas seulement un enjeu ou un instrument de la compétition géopolitique, mais aussi un révélateur privilégié des transformations profondes qui affectent les relations internationales au XXIe siècle. À ce titre, l'étude critique de la géopolitique du sport offre un prisme particulièrement pertinent pour comprendre les dynamiques complexes qui façonnent le monde contemporain, entre persistance des hiérarchies établies et émergence de nouveaux centres de pouvoir et d'influence.

Conclusion 1 ||| La remondialisation du sport et ses manifestations concrètes

$220Md

Investissements qataris pour la Coupe du Monde 2022

Un montant sans précédent dans l'histoire des compétitions sportives

$25Md

Investissements saoudiens dans le sport (2021-2023)

Incluant le LIV Golf, la Saudi Pro League et divers partenariats internationaux

47%

Croissance des droits TV sportifs en Asie (2018-2023)

Reflétant l'émergence de nouveaux marchés et centres de pouvoir économique

32%

Représentation du Sud Global au Conseil de la FIFA

Une proportion en hausse mais encore inférieure à leur poids démographique

La remondialisation du sport se manifeste à travers des indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui témoignent d'un rééquilibrage progressif des rapports de force dans l'écosystème sportif international. Ces évolutions concrètes, souvent occultées par l'attention médiatique portée aux événements ponctuels, révèlent la profondeur et l'ampleur de ce phénomène structurel.

- Sur le plan financier, les flux d'investissements constituent un marqueur particulièrement révélateur. L'investissement estimé à 220 milliards de dollars par le Qatar pour la Coupe du Monde 2022 représente une somme vertigineuse, sans équivalent dans l'histoire des compétitions sportives. Ce montant, principalement consacré aux infrastructures générales (transports, hébergement, énergie) plutôt qu'aux seules installations sportives, illustre l'approche des monarchies du Golfe qui conçoivent ces événements comme des catalyseurs de transformation nationale. Parallèlement, l'Arabie saoudite aurait investi environ 25 milliards de dollars dans divers actifs sportifs entre 2021 et 2023, incluant le circuit LIV Golf, le développement de la Saudi Pro League, l'acquisition de Newcastle United, et l'organisation d'événements ponctuels comme des combats de boxe prestigieux ou des Grands Prix de Formule 1. Ces investissements dessinent une stratégie globale visant à rivaliser directement avec les centres de pouvoir traditionnels du sport mondial.
- La répartition géographique des sièges sociaux des organisations sportives internationales et l'origine de leurs dirigeants constituent un autre indicateur significatif. Si les principales fédérations internationales restent majoritairement basées en Europe (particulièrement en Suisse) et dirigées par des Occidentaux, une évolution graduelle est perceptible. La croissance de la représentation asiatique, africaine et moyen-orientale dans les comités exécutifs de nombreuses fédérations témoigne d'un rééquilibrage en cours, même s'il reste partiel. La présidence de la Confédération asiatique de football par le Bahreïnien Salman bin Ibrahim Al Khalifa, par ailleurs vice-président de la FIFA, illustre cette montée en puissance progressive des représentants du Sud Global dans les instances dirigeantes.
- L'évolution des marchés médiatiques sportifs reflète également cette remondialisation. La croissance de 47% des droits de retransmission sportive en Asie entre 2018 et 2023, nettement supérieure à celle observée en Europe ou en Amérique du Nord sur la même période, témoigne d'un déplacement progressif du centre de gravité économique du sport mondial. La stratégie d'acquisition de droits internationaux par des acteurs comme beIN Sports (Qatar) participe également à cette reconfiguration, créant des réseaux d'influence qui transcendent les frontières traditionnelles. Parallèlement, l'émergence de plateformes numériques chinoises comme nouveaux acteurs majeurs de la diffusion sportive illustre la diversification des canaux de distribution et la contestation du monopole occidental sur l'économie médiatique du sport.

Ces manifestations concrètes de la remondialisation sportive s'inscrivent dans des stratégies nationales cohérentes qui dépassent largement la simple recherche de prestige. Pour les monarchies du Golfe, les investissements sportifs participent d'une politique de diversification économique post-pétrolière centrée sur le tourisme, le divertissement et les services. Pour la Chine, le développement sportif s'intègre dans une stratégie plus large de montée en gamme économique et d'affirmation culturelle. Ces approches structurées et multidimensionnelles contrastent avec l'absence relative de stratégie sportive cohérente aux États-Unis sous Trump, où les événements de 2026 et 2028 semblent davantage conçus comme des opportunités ponctuelles que comme des éléments d'une politique d'influence à long terme.

Conclusion 2 ||| L'approche américaine sous Trump : Rupture ou continuité ?

Éléments de continuité

- Conception du sport comme expression du patriotisme et de l'excellence nationale
- Prédominance du modèle économique privé dans le financement des infrastructures et événements
- Utilisation du marché américain comme levier d'influence auprès des fédérations internationales
- Maintien des liens privilégiés avec certaines ligues professionnelles américaines (NFL, MLB)

Éléments de rupture

- Instrumentalisation plus directe et explicite des événements à des fins de politique intérieure
- Approche transactionnelle des relations avec les instances sportives internationales
- Scepticisme envers les engagements environnementaux et sociaux promus par le CIO
- Tensions potentielles avec les athlètes américains sur des questions politiques et sociales

La politique sportive américaine sous Donald Trump se caractérise par un mélange complexe de continuités et de ruptures par rapport aux administrations précédentes. Cette ambivalence, qui reflète plus largement l'approche trumpienne de la politique étrangère, mérite d'être analysée pour comprendre son impact potentiel sur la dynamique de remondialisation du sport.

Sur le plan des continuités, la conception du sport comme expression de l'excellence nationale et vecteur de patriotisme s'inscrit dans une longue tradition américaine. Depuis la Guerre froide, les succès sportifs américains ont régulièrement été présentés comme des validations de la supériorité du modèle américain, particulièrement lors des Jeux Olympiques. La célèbre victoire de l'équipe américaine de hockey sur glace contre l'URSS aux Jeux d'hiver de 1980 (le "Miracle on Ice") constitue l'exemple paradigmatique de cette instrumentalisation patriotique. L'approche de Trump, valorisant explicitement les victoires américaines comme démonstrations de la "grandeur" nationale, s'inscrit dans cette continuité historique, bien qu'avec une rhétorique plus directe et moins diplomatique.

Le modèle économique privilégié représente une seconde continuité majeure. Contrairement aux monarchies du Golfe ou à la Chine, où l'État finance directement les infrastructures et événements sportifs, le modèle américain repose principalement sur des financements privés (droits de diffusion, sponsoring, billetterie) complétés par des investissements publics limités, souvent au niveau local plutôt que fédéral. Cette approche, cohérente avec la tradition libérale américaine, persiste sous Trump, comme en témoigne l'organisation largement privée des Jeux de Los Angeles 2028. Cette continuité structurelle limite objectivement la capacité américaine à rivaliser avec les investissements massifs des États du Golfe, pour qui les considérations de rentabilité immédiate sont secondaires.

Les ruptures introduites par Trump concernent davantage le style diplomatique et certaines orientations idéologiques. L'approche transactionnelle des relations internationales, marquée par une préférence pour les négociations bilatérales et une relativisation des cadres multilatéraux, contraste avec l'internationalisme libéral privilégié par les administrations précédentes, particulièrement sous Obama. Cette orientation, déjà perceptible lors du premier mandat de Trump, pourrait affecter significativement les relations avec les instances sportives internationales, traditionnellement ancrées dans une vision multilatérale des relations internationales. Le scepticisme trumpien envers les engagements environnementaux et certaines causes progressistes promues par le CIO pourrait également générer des tensions inédites, particulièrement dans le contexte des Jeux de Los Angeles.

La politisation interne du sport constitue peut-être la rupture la plus significative. Lors de son premier mandat, Trump n'a pas hésité à intervenir directement dans des controverses sportives comme le mouvement "Take a Knee" initié par Colin Kaepernick, transformant des questions sportives en enjeux de politique intérieure. Cette instrumentalisation explicite, qui contraste avec la retenue traditionnelle des présidents américains sur ces questions, pourrait s'amplifier dans le contexte des méga-événements de 2026 et 2028. Les tensions potentielles avec des athlètes américains sur des questions comme le racisme systémique, les droits LGBTQ+ ou la justice sociale pourraient créer des situations inédites, où le pays hôte présenterait publiquement des divisions internes plutôt que l'unité nationale généralement associée à ces occasions. Ces ruptures stylistiques et idéologiques, sans transformer fondamentalement la position structurelle des États-Unis dans le sport mondial, pourraient néanmoins affecter significativement la perception internationale de ces événements et, par extension, leur impact diplomatique.

Conclusion 3 ||| Les stratégies des puissances du Sud Global : Convergences et divergences

Les stratégies déployées par les principales puissances du Sud Global dans le domaine sportif présentent des convergences significatives mais aussi des différences notables qui reflètent leurs spécificités politiques, économiques et culturelles. La comparaison de ces approches permet de nuancer le concept de "remondialisation" en identifiant différents modèles d'influence émergents dans le paysage sportif international.

Les monarchies du Golfe, principalement l'Arabie saoudite et le Qatar, partagent une approche caractérisée par des investissements massifs et diversifiés, financés par les revenus des hydrocarbures. Ces deux États ont développé des stratégies "tous azimuts" combinant l'organisation de méga-événements, l'acquisition de clubs prestigieux, la création de compétitions alternatives, et le sponsoring d'instances sportives internationales. Cette approche s'inscrit dans des visions stratégiques à long terme (Vision 2030 pour l'Arabie saoudite, Qatar National Vision 2030) visant à diversifier leurs économies et à renforcer leur influence internationale. Cependant, des différences notables existent entre ces deux acteurs. Le Qatar a privilégié une stratégie plus ancienne et progressive, centrée sur le football et culminant avec la Coupe du Monde 2022, tandis que l'Arabie saoudite a adopté plus récemment une approche plus agressive et diversifiée (football, golf, Formule 1, boxe, MMA) sous l'impulsion de Mohammed ben Salmane. Ces différences reflètent tant leurs positionnements géopolitiques distincts que la compétition régionale qui les oppose.

La Chine présente un modèle significativement différent, caractérisé par une approche plus systémique et moins ostentatoire. Contrairement aux monarchies du Golfe, Pékin a développé une stratégie articulant étroitement développement sportif national et influence internationale. L'organisation des Jeux Olympiques (2008 et 2022) s'inscrit dans une politique plus large de promotion de la fierté nationale et de démonstration de puissance. Les investissements internationaux chinois, moins spectaculaires que ceux du Golfe, ciblent davantage des positions structurelles dans les fédérations et les droits médiatiques que des acquisitions prestigieuses. La diplomatie sportive chinoise, particulièrement active en Afrique (construction de stades, formation d'athlètes), s'intègre à la stratégie plus large des "Nouvelles routes de la soie". Cette approche reflète la conception chinoise du sport comme composante d'une stratégie d'influence multimodale et à long terme, conformément à la tradition stratégique chinoise privilégiant la patience et l'influence indirecte.

Le Brésil et l'Afrique du Sud présentent un troisième modèle, davantage centré sur l'organisation ponctuelle de méga-événements comme leviers de développement et de reconnaissance internationale. Ces deux démocraties du Sud ont accueilli des Coupes du Monde (2010 pour l'Afrique du Sud, 2014 pour le Brésil) et, dans le cas brésilien, des Jeux Olympiques (2016) dans l'optique de renforcer leur statut de puissances émergentes et de stimuler leur développement. Cependant, contrairement aux monarchies du Golfe ou à la Chine, ces pays n'ont pas déployé de stratégies systématiques d'investissement dans le sport mondial au-delà de ces événements ponctuels. Cette limitation s'explique tant par leurs contraintes économiques que par leurs systèmes démocratiques, où les investissements publics massifs dans le sport suscitent des contestations significatives, comme l'ont illustré les manifestations au Brésil en 2013-2014. Cette approche plus ponctuelle et contrainte a également limité l'impact durable de ces initiatives sur leur influence dans la gouvernance sportive mondiale.

Ces différentes stratégies reflètent des conceptions distinctes de la place du sport dans la politique étrangère et le développement national. Pour les monarchies du Golfe, le sport constitue principalement un levier de soft power et de diversification économique post-pétrolière. Pour la Chine, il représente une composante d'une stratégie d'influence globale et de construction d'une puissance compréhensive. Pour le Brésil et l'Afrique du Sud, il a été conçu comme un catalyseur ponctuel de développement et de reconnaissance internationale. Ces divergences d'approche suggèrent que la "remondialisation" du sport ne constitue pas un phénomène homogène, mais plutôt un processus différencié reflétant la diversité des puissances émergentes et de leurs ambitions géopolitiques.

Conclusion 4 ||| Enjeux juridiques et réglementaires de la remondialisation

La remondialisation du sport soulève des questions juridiques et réglementaires complexes qui transcendent les cadres nationaux traditionnels. Ces enjeux reflètent les tensions entre différentes conceptions du droit sportif et révèlent la compétition géopolitique pour l'influence normative dans ce domaine stratégique.

- Le premier enjeu concerne la juridiction applicable aux compétitions transnationales et aux organisations sportives internationales. Historiquement, le système sportif mondial s'est développé selon un modèle pyramidal où les fédérations internationales, souvent basées en Suisse pour bénéficier d'un cadre juridique favorable, exercent une autorité quasi-souveraine sur leurs disciplines respectives. Cette architecture juridique, largement façonnée par des conceptions européennes du droit des associations, se trouve aujourd'hui contestée par l'émergence de circuits alternatifs et par l'intervention croissante d'États non-occidentaux dans la gouvernance sportive. La création du LIV Golf, soutenu par l'Arabie saoudite en opposition directe au PGA Tour américain, a ainsi généré des litiges juridiques majeurs concernant les droits des athlètes et la légitimité des restrictions imposées par les fédérations traditionnelles. Ces contentieux révèlent une tension fondamentale entre la conception occidentale de l'autonomie du sport et des approches plus interventionnistes privilégiées par certaines puissances émergentes.
- Le deuxième enjeu porte sur les standards éthiques et réglementaires applicables aux compétitions internationales. Des différences significatives existent entre les régimes juridiques nationaux concernant des questions comme le dopage, les paris sportifs, les droits des athlètes ou l'encadrement des transferts. Ces divergences, qui reflètent des cultures juridiques et des priorités politiques distinctes, compliquent l'établissement de normes universelles. L'Agence Mondiale Antidopage (AMA), créée pour harmoniser les politiques antidopage, illustre ces tensions : ses décisions, comme la suspension de la Russie suite au scandale de dopage d'État, ont régulièrement été critiquées comme politiquement motivées par certaines puissances non-occidentales. La présidence Trump pourrait amplifier ces tensions, son scepticisme envers les organisations multilatérales risquant d'affaiblir ces instances de régulation globale, créant des opportunités pour les puissances émergentes de promouvoir des standards alternatifs.
- Le troisième enjeu concerne les droits de propriété intellectuelle et médiatique, devenus centraux dans l'économie du sport mondial. La protection des marques olympiques, des droits de diffusion ou des données sportives obéit à des régimes juridiques différents selon les territoires, créant des zones de friction dans un écosystème sportif globalisé. La Chine, particulièrement, a développé une approche distinctive de ces questions, privilégiant une conception plus étatique et contrôlée des droits médiatiques sportifs, en contraste avec le modèle commercial occidental. L'émergence de nouvelles technologies comme le streaming, les NFT ou les métavers sportifs accentue ces divergences réglementaires, chaque bloc géopolitique cherchant à imposer ses standards dans ces domaines émergents. La capacité des États-Unis à maintenir leur influence dans ce domaine sous Trump dépendra largement de leur aptitude à promouvoir leurs standards propriétaires face aux alternatives développées par les puissances du Sud Global.

Ces enjeux juridiques et réglementaires illustrent comment la remondialisation du sport s'accompagne d'une contestation des cadres normatifs établis par l'Occident. L'émergence de conceptions alternatives du droit sportif, promues par des puissances comme la Chine ou les monarchies du Golfe, reflète une dynamique plus large de contestation de l'ordre international libéral. Dans ce contexte, les méga-événements américains de 2026 et 2028 représenteront un terrain d'affrontement normatif où s'exprimeront ces visions concurrentes de la régulation du sport mondial. La capacité de l'administration Trump à défendre efficacement les standards juridiques occidentaux face à ces alternatives constitue donc un enjeu majeur pour l'influence américaine à long terme dans la gouvernance sportive mondiale.

Conclusion 5 ||| La transition numérique et son impact géopolitique

Première phase (2000-2010) : Domination occidentale

Émergence des plateformes numériques sportives contrôlées principalement par des conglomérats médiatiques américains et européens, établissant les standards du marché global.

Deuxième phase (2010-2020) : Contestation émergente

Apparition d'acteurs chinois (Tencent Sports) et moyen-orientaux (beIN Sports) défiant l'hégémonie occidentale dans l'acquisition et la distribution des contenus sportifs numériques.

Troisième phase (2020-présent) : Fragmentation multipolaire

Développement d'écosystèmes numériques sportifs régionaux relativement autonomes, reflétant les sphères d'influence géopolitiques et les préférences culturelles distinctes.

Phase future (2025-2030) : Compétition technologique

Rivalité intense entre blocs géopolitiques pour imposer leurs standards dans les technologies émergentes appliquées au sport (réalité virtuelle, métavers sportifs, IA prédictive).

La transition numérique relative à l'IA de l'écosystème sportif constitue un facteur d'accélération majeur de la remondialisation, transformant profondément tant l'économie que la géopolitique de ce secteur. Cette révolution technologique, longtemps dominée par les acteurs occidentaux, voit émerger de nouveaux centres de pouvoir qui reflètent l'influence croissante des puissances du Sud Global dans l'économie numérique mondiale.

Lire notre dernière livraison.

L'évolution des droits médiatiques sportifs illustre parfaitement cette reconfiguration des rapports de force. Historiquement dominé par les conglomérats américains (Disney/ESPN, Warner) et européens (Sky), ce marché connaît une diversification géographique significative. L'émergence de Tencent Sports comme acteur majeur des droits numériques en Chine et en Asie, ou le développement de beIN Sports comme plateforme mondiale à partir du Qatar, témoignent de cette contestation de l'hégémonie occidentale. Ces acteurs émergents ne se contentent pas de reproduire le modèle occidental mais développent des approches alternatives adaptées à leurs marchés et ambitions stratégiques. Le modèle chinois, en particulier, se distingue par une intégration plus poussée entre plateformes sociales, e-commerce et contenus sportifs, reflétant une conception différente de l'économie numérique. Cette diversification des modèles d'affaires numériques affaiblit progressivement le pouvoir normatif des acteurs occidentaux traditionnels dans la définition des standards du marché mondial.

Les technologies émergentes, comme la réalité virtuelle, les NFT sportifs ou les métavers appliqués au sport, constituent un terrain de compétition géopolitique particulièrement stratégique. Dans ces domaines encore embryonnaires, les États-Unis conservent un avantage significatif grâce à l'écosystème innovant de la Silicon Valley, mais font face à une concurrence croissante, notamment chinoise. Les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 pourraient constituer une vitrine exceptionnelle pour ces technologies américaines, comme l'ont annoncé des entreprises comme Meta ou Google qui développent des expériences immersives pour cet événement. Cependant, la Chine poursuit une stratégie ambitieuse dans ce domaine, soutenue par une politique d'État identifiant ces technologies comme prioritaires dans ses plans de développement. Cette compétition technologique transcende la simple rivalité commerciale pour devenir un enjeu de souveraineté numérique, chaque puissance cherchant à imposer ses standards techniques et culturels dans le sport connecté de demain.

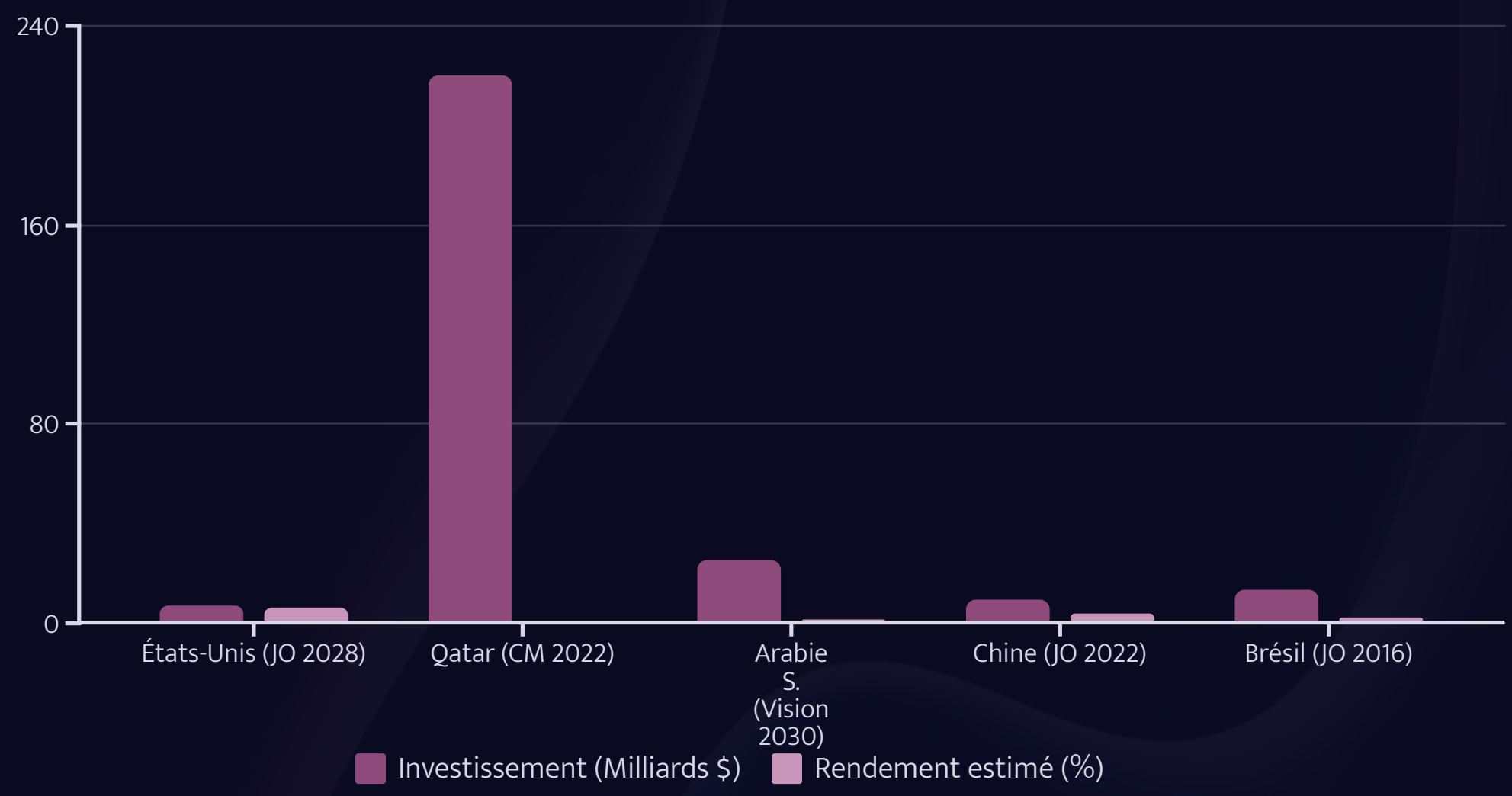
Pour lire ce WebBook, cliquez ici.

L'intelligence artificielle appliquée au sport représente un autre champ de bataille majeur. Les systèmes d'analyse prédictive des performances, d'optimisation tactique ou de détection de talents révolutionnent tant l'entraînement que la consommation du spectacle sportif. Dans ce domaine, les approches américaines et chinoises divergent significativement : alors que les solutions américaines privilégient généralement l'innovation commerciale et la personnalisation des services, les développements chinois s'intègrent davantage dans des stratégies nationales coordonnées, comme l'illustre le programme d'IA appliquée à la préparation olympique lancé avant Tokyo 2020. Cette divergence d'approches reflète des conceptions différentes de la relation entre technologie, sport et puissance nationale.

Pour lire ce WebBook, cliquez ici.

Dans ce contexte de transition numérique, la présidence Trump introduit une variable complexe. Son approche "America First" et son scepticisme envers la globalisation pourraient favoriser une fragmentation accrue de l'espace numérique sportif mondial, avec un renforcement des barrières technologiques entre blocs géopolitiques. Paradoxalement, cette tendance à la formation de sphères d'influence numériques distinctes pourrait accélérer la remondialisation du sport en affaiblissant l'universalisme technologique occidental qui avait caractérisé la première phase de la révolution numérique. Les Jeux de Los Angeles, conçus comme une démonstration de la suprématie technologique américaine, pourraient ainsi se dérouler dans un contexte de fragmentation numérique déjà avancée, limitant leur impact unificateur sur l'écosystème sportif mondial.

Conclusion 6 ||| Impact économique comparé des stratégies sportives



L'analyse comparative des impacts économiques des différentes stratégies sportives internationales révèle des logiques d'investissement profondément différentes qui reflètent tant les ressources disponibles que les objectifs poursuivis par chaque puissance. Ces divergences économiques constituent un facteur structurant de la géopolitique contemporaine du sport, expliquant en partie la capacité des puissances émergentes à concurrencer l'influence occidentale traditionnelle.

Le modèle économique américain pour les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 se caractérise par une approche pragmatique privilégiant la rentabilité et la limitation des investissements publics. Avec un budget estimé à environ 7 milliards de dollars, largement financé par des sources privées (droits de diffusion, sponsoring, billetterie), ces Jeux s'inscrivent dans une logique de rendement économique explicite. Cette approche, qui contraste avec les éditions récentes comme Sotchi 2014 (51 milliards) ou Pékin 2022 (9 milliards), reflète les contraintes du système américain où les investissements publics massifs dans le sport suscitent des résistances politiques significatives. L'accent mis sur l'utilisation d'infrastructures existantes et la recherche d'un héritage durable traduit également une évolution des critères d'attribution du CIO, désormais plus sensible aux préoccupations de soutenabilité financière après plusieurs éditions controversées.

À l'opposé, le modèle qatari illustré par la Coupe du Monde 2022 se fonde sur des investissements colossaux (environ 220 milliards de dollars) sans préoccupation immédiate de rentabilité financière directe. Cette approche, rendue possible par les ressources quasi illimitées issues des hydrocarbures, conçoit l'événement sportif comme un catalyseur de transformation nationale et un levier d'influence géopolitique. Les retombées recherchées se situent davantage dans la diversification économique à long terme, l'attraction d'investissements étrangers et le renforcement du soft power que dans le rendement immédiat de l'investissement sportif. Ce découplage entre l'investissement et sa rentabilité financière directe constitue un avantage comparatif majeur des monarchies du Golfe dans la compétition pour l'influence sportive mondiale, leur permettant des stratégies inaccessibles aux démocraties occidentales soumises à des contraintes budgétaires et politiques plus strictes.

Le modèle chinois présente une voie intermédiaire, combinant investissements publics significatifs et préoccupation pour les retombées économiques structurelles. Les 9 milliards de dollars investis dans les Jeux d'hiver de 2022 (un montant relativement modeste comparé à d'autres éditions récentes) s'inscrivaient dans une stratégie plus large de développement des sports d'hiver en Chine, avec un objectif affiché de créer une industrie de 157 milliards de dollars et d'attirer 300 millions de pratiquants. Cette approche, qui articule événement ponctuel et transformation économique sectorielle, illustre la conception chinoise du sport comme composante intégrée du développement national. La centralisation décisionnelle et la planification à long terme permettent une coordination entre les différentes dimensions (sportive, touristique, industrielle, urbanistique) difficilement réalisable dans les systèmes politiques plus fragmentés.

Les expériences contrastées du Brésil et de l'Afrique du Sud révèlent les limites de l'approche événementielle pour les puissances émergentes disposant de ressources plus limitées. Les importantes dépenses consenties pour la Coupe du Monde 2014 et les JO 2016 au Brésil (environ 13 milliards combinés) n'ont pas généré les retombées économiques espérées, contribuant au contraire à aggraver les tensions budgétaires du pays. L'héritage controversé de ces événements, marqué par des infrastructures sous-utilisées et des dépassements budgétaires significatifs, illustre les risques de telles stratégies pour des économies en développement. Cette réalité explique en partie le reflux des candidatures de pays émergents pour les méga-événements récents, contrastant avec l'offensive persistante des monarchies du Golfe moins contraintes par les considérations de rentabilité immédiate.

Conclusion 7 ||| La dimension environnementale : Un nouveau terrain de compétition

La dimension environnementale des méga-événements sportifs est devenue un enjeu géopolitique majeur, révélateur des tensions entre différentes conceptions du développement durable et de la responsabilité écologique. Dans ce domaine, les puissances en compétition pour l'influence sportive mondiale adoptent des approches distinctes qui reflètent leurs priorités nationales et leurs positionnements dans les négociations climatiques internationales.

Le mouvement olympique a progressivement intégré les préoccupations environnementales dans ses exigences, faisant de la durabilité le "troisième pilier" de l'olympisme aux côtés du sport et de la culture depuis les années 1990. Cette évolution, largement influencée par les pressions des ONG et des opinions publiques occidentales, a conduit à l'adoption de standards écologiques croissants pour les villes candidates. Les Jeux de Los Angeles 2028 s'inscrivent explicitement dans cette tendance, avec une ambition affichée de devenir les premiers Jeux "carbone positifs" de l'histoire, s'appuyant sur l'utilisation d'infrastructures existantes, des énergies renouvelables et des technologies de pointe pour réduire l'empreinte environnementale de l'événement. Cette approche, cohérente avec le positionnement de la Californie comme leader des politiques environnementales aux États-Unis, contraste potentiellement avec le scepticisme climatique exprimé par Trump lors de son premier mandat.

Cette tension entre les ambitions environnementales de Los Angeles et les positions de l'administration fédérale pourrait créer une situation inédite où la présidence américaine se trouverait en décalage avec les engagements écologiques pris par la ville hôte des Jeux. Les réformes environnementales promues par Trump lors de son premier mandat, notamment le retrait de l'Accord de Paris et l'assouplissement de nombreuses régulations écologiques, suggèrent une approche privilégiant le développement économique sur les considérations environnementales. Cette divergence pourrait générer des tensions dans la préparation des Jeux, particulièrement concernant les financements fédéraux pour certaines initiatives écologiques, et créer une opportunité pour les critiques internationales visant l'incohérence de la position américaine.

Les puissances du Sud Global présentent des approches contrastées sur cette question. La Chine a développé un discours ambivalent sur l'environnement sportif : d'une part, les Jeux de Pékin 2022 ont mis en avant des innovations écologiques comme l'utilisation de réfrigérants naturels pour les sites de glace ou la construction d'infrastructures alimentées en énergie renouvelable ; d'autre part, la création artificielle d'environnements enneigés dans une région naturellement aride a suscité des critiques internationales. Cette dualité reflète la position chinoise plus large dans les négociations climatiques, combinant ambitions affichées de transition énergétique et défense du droit au développement des pays émergents. Les monarchies du Golfe, particulièrement confrontées au défi de l'organisation d'événements sportifs dans des conditions climatiques extrêmes, ont développé des réponses technologiques spectaculaires mais énergivores, comme les stades climatisés du Qatar pour la Coupe du Monde 2022, illustrant une conception de la durabilité centrée sur l'innovation technique plutôt que sur la sobriété énergétique.

Ces divergences d'approches environnementales reflètent des conceptions distinctes de la modernité écologique et de la responsabilité climatique. Pour les puissances occidentales, particulièrement européennes, la durabilité sportive s'inscrit dans une vision de transformation écologique privilégiant la sobriété et la circularité. Pour les puissances émergentes comme la Chine, elle s'intègre dans une stratégie de modernisation industrielle visant l'excellence technologique dans les secteurs verts. Pour les monarchies du Golfe, elle représente principalement un défi d'adaptation et de transition post-pétrolière. Ces visions concurrentes du développement durable dans le sport constituent un nouveau terrain de compétition géopolitique, où l'influence normative sur les standards environnementaux futurs des méga-événements se joue parallèlement à la compétition pour leur attribution.

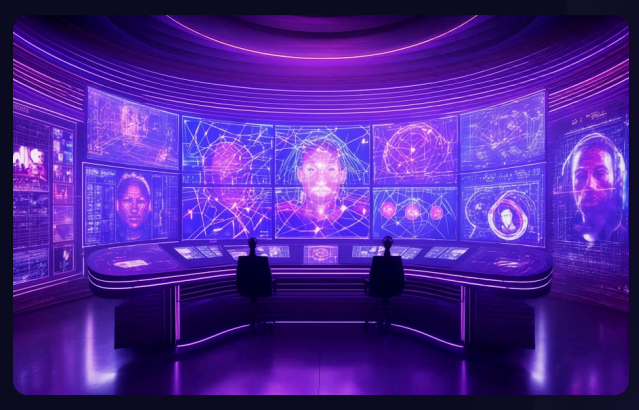
Conclusion 8 ||| L'influence de l'intelligence artificielle dans les JO de Los Angeles

Analyse des performances

Les systèmes d'IA développés par des entreprises comme NVIDIA et Intel transformeront l'entraînement et l'analyse tactique, offrant aux équipes des insights prédictifs d'une précision inédite basés sur la reconnaissance de mouvements et l'analyse de données massives.

Expérience spectateur

Des applications de réalité augmentée développées par Meta et Apple permettront aux spectateurs d'accéder à des informations contextuelles instantanées, des reconstitutions 3D et des perspectives alternatives sur les épreuves, créant une expérience hybride entre présentiel et virtuel.



Sécurité prédictive

Des algorithmes développés par Palantir et d'autres entreprises de sécurité analyseront en temps réel les flux vidéo et les données des capteurs pour identifier les comportements suspects et anticiper les risques potentiels, transformant l'approche sécuritaire des grands événements.

Les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 s'annoncent comme le premier méga-événement sportif où l'intelligence artificielle (IA) jouera un rôle central et visible à tous les niveaux de l'organisation et de l'expérience. Cette omniprésence technologique, rendue possible par la proximité de la Silicon Valley et l'ambition américaine de démontrer sa suprématie dans ce domaine stratégique, soulève des questions fondamentales sur les implications géopolitiques de cette nouvelle frontière technologique dans le sport.

Au niveau de la performance sportive, l'IA transformera radicalement la préparation et l'analyse des athlètes. Des systèmes d'apprentissage automatique développés par des entreprises comme NVIDIA, Intel ou Google DeepMind permettront une analyse biomécanique de précision inédite, identifiant les micro-mouvements optimaux pour chaque discipline. Des algorithmes prédictifs anticiperont les stratégies des adversaires à partir de l'analyse exhaustive de leurs performances passées, transformant l'approche tactique de nombreux sports collectifs. Ces technologies, principalement développées par des entreprises américaines, pourraient créer un avantage compétitif pour les nations ayant un accès privilégié à ces outils, soulevant des questions d'équité sportive. La Federal Trade Commission, principal régulateur américain en matière de concurrence, a déjà manifesté son attention aux risques de position dominante dans le secteur de l'IA sportive, suggérant que ces enjeux dépassent la simple compétition commerciale pour devenir des questions de souveraineté technologique.

Pour les spectateurs, l'IA révolutionnera l'expérience olympique à travers des applications de réalité augmentée et d'analyse en temps réel. Des entreprises comme Meta et Apple développent actuellement des interfaces permettant de superposer des informations contextuelles, des reconstitutions 3D ou des perspectives alternatives sur la vision des compétitions, tant pour les spectateurs présents que pour ceux suivant les événements à distance. Ces technologies, qui transforment fondamentalement la consommation du spectacle sportif, représentent un enjeu commercial et culturel majeur. La capacité à définir les standards de ces nouvelles interfaces constitue un levier d'influence considérable dans l'écosystème sportif mondial, comparable à l'impact qu'ont eu les innovations dans la retransmission télévisuelle sur la globalisation du sport au XXe siècle. Les entreprises chinoises comme Tencent développent parallèlement leurs propres solutions, créant une compétition technologique directe qui transcende la simple rivalité commerciale.

La dimension sécuritaire de l'IA aux Jeux de Los Angeles soulève des questions particulièrement sensibles. Le déploiement probable de systèmes de reconnaissance faciale, d'analyse comportementale et de surveillance prédictive pour sécuriser les sites olympiques représente un cas d'application massive de technologies controversées. Paradoxalement, alors que les États-Unis critiquent régulièrement l'utilisation de ces technologies par la Chine, les JO pourraient normaliser leur déploiement à grande échelle sur le sol américain. Cette contradiction place l'administration Trump dans une position délicate : promouvoir l'excellence technologique américaine tout en justifiant l'utilisation de technologies similaires à celles critiquées chez les adversaires géopolitiques. Les débats qui entoureront inévitablement ces déploiements illustreront la complexité des questions éthiques soulevées par l'IA dans un contexte de compétition géopolitique, où l'affirmation de standards technologiques devient indissociable de la promotion de modèles de société et de conceptions divergentes de l'équilibre entre sécurité et libertés individuelles.

Conclusion 9 ||| Les entreprises de la Silicon Valley aux Jeux de Los Angeles

Développement technologique

Création de solutions d'IA, de réalité augmentée et d'analyse de données spécifiquement conçues pour les Jeux, démontrant la capacité d'innovation américaine face aux concurrents chinois.

Valorisation boursière

Transformation des innovations olympiques réussies en arguments commerciaux renforçant la position dominante des entreprises américaines face aux concurrents émergents.

Investissement massif

Financement de partenariats olympiques premium permettant aux géants technologiques américains d'associer leur marque à l'événement et d'en faire une vitrine commerciale mondiale.

Déploiement international

Utilisation des JO comme plateforme de lancement mondial pour des technologies expérimentales, établissant des standards de facto qui influenceront l'écosystème sportif global.

Les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 représenteront une opportunité stratégique sans précédent pour les géants technologiques de la Silicon Valley, transformant potentiellement cet événement sportif en vitrine mondiale de la puissance technologique américaine. La proximité géographique et culturelle entre le centre technologique mondial et la ville olympique facilitera une intégration particulièrement poussée des innovations numériques dans tous les aspects de l'événement, avec des implications géopolitiques majeures.

Les GAFAM (Google, Apple, Facebook/Meta, Amazon, Microsoft) et d'autres acteurs technologiques majeurs comme NVIDIA, IBM ou Palantir devraient investir massivement dans des partenariats olympiques, tant au niveau financier que technologique. Ces entreprises verront dans les Jeux une opportunité exceptionnelle de démontrer leur excellence technologique face aux concurrents chinois comme Huawei, Alibaba ou Tencent, dans un contexte de compétition mondiale pour le leadership dans des domaines stratégiques comme l'intelligence artificielle ou la réalité augmentée. Cette dimension compétitive sera particulièrement sensible concernant Alibaba, partenaire olympique mondial dont le contrat court jusqu'en 2028, créant une situation inédite où une entreprise chinoise majeure jouera un rôle officiel dans un événement organisé aux États-Unis sous la présidence Trump. Cette configuration pourrait générer des tensions significatives, particulièrement si l'administration américaine maintient ou renforce les restrictions visant les entreprises technologiques chinoises, comme ce fut le cas lors du premier mandat Trump.

Sur le plan technologique, chaque géant américain développera probablement des innovations spécifiques pour marquer ces Jeux. Google pourrait déployer des systèmes d'intelligence artificielle pour l'analyse des performances et la traduction instantanée, facilitant la communication entre athlètes et spectateurs de différentes nationalités. Apple pourrait révolutionner l'expérience spectateur avec des dispositifs de réalité augmentée permettant de visualiser des informations contextuelles en temps réel. Meta (Facebook) développera probablement des expériences immersives permettant aux spectateurs du monde entier de vivre les Jeux en réalité virtuelle. Amazon Web Services fournirait l'infrastructure cloud sécurisée nécessaire au traitement des données massives générées par l'événement. Ces déploiements, au-delà de leur dimension commerciale, constitueront une démonstration de puissance technologique visant à établir des standards de facto qui influenceront l'écosystème sportif mondial pour les années à venir.

Les implications géopolitiques de cette mobilisation technologique dépassent largement le cadre sportif. Dans un contexte de découplage technologique progressif entre la sphère d'influence américaine et chinoise, les Jeux pourraient symboliser et accélérer cette fragmentation. Les technologies déployées par les entreprises américaines établiront potentiellement des normes et des protocoles qui renforceront leur position dominante dans l'écosystème numérique occidental, tandis que des alternatives chinoises se développeront parallèlement dans leur propre sphère d'influence. Cette dynamique illustre comment le sport, traditionnellement vecteur d'universalisme, peut paradoxalement devenir un accélérateur de la fragmentation technologique mondiale dans un contexte de rivalité géopolitique exacerbée. L'administration Trump, avec sa vision "America First" et sa méfiance envers l'interdépendance technologique sino-américaine, pourrait encourager cette tendance, transformant les Jeux de Los Angeles en vitrine d'un écosystème technologique américain de plus en plus autonome et distinct.

Conclusion 10 ||| Les enjeux de cybersécurité des méga-événements sportifs

Les méga-événements sportifs sont devenus des cibles privilégiées pour les cyberattaques, soulevant des enjeux de sécurité nationale qui transcendent largement le cadre sportif. Les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 et la Coupe du Monde 2026, organisés sous la présidence Trump, feront face à des menaces d'une ampleur et d'une sophistication sans précédent, reflétant les tensions géopolitiques dans le cyberespace.

L'évolution des cyberattaques visant les compétitions internationales témoigne d'une militarisation croissante de cette menace. Les Jeux de PyeongChang 2018 ont subi l'attaque "Olympic Destroyer", attribuée par plusieurs services de renseignement occidentaux à des hackers russes, qui a temporairement paralysé certains systèmes lors de la cérémonie d'ouverture. Les Jeux de Tokyo 2020 (tenus en 2021) ont fait l'objet de plus de 450 millions de tentatives d'attaques selon les autorités japonaises, nécessitant la mobilisation de ressources défensives considérables. Cette escalade reflète la valeur symbolique et stratégique croissante accordée à ces événements dans les opérations d'influence et de déstabilisation. Dans le contexte des relations internationales sous Trump, particulièrement tendues avec la Russie, la Chine et l'Iran, les événements américains constitueront des cibles hautement symboliques pour des acteurs étatiques ou para-étatiques cherchant à démontrer leurs capacités offensives ou à embarrasser les États-Unis sur la scène mondiale.

La numérisation croissante des événements sportifs élargit considérablement la surface d'attaque potentielle. Les Jeux de Los Angeles, présentés comme les plus technologiques de l'histoire, reposeront sur des infrastructures numériques interconnectées contrôlant tout, depuis les systèmes de chronométrage jusqu'à la gestion énergétique des sites, en passant par la billetterie et la sécurité physique. Cette intégration, si elle offre des avantages opérationnels considérables, crée également des vulnérabilités systémiques inédites. Une attaque sophistiquée contre ces systèmes pourrait théoriquement affecter l'intégrité des compétitions, compromettre la sécurité des participants et spectateurs, ou simplement créer un chaos organisationnel à fort impact médiatique. Face à ces risques, l'administration Trump devra mobiliser des ressources défensives exceptionnelles, impliquant probablement des agences comme la NSA, le Cyber Command et la CISA dans la protection de ces événements, transformant de facto ces compétitions sportives en enjeux de sécurité nationale.

Cette dimension cybernétique soulève également des questions d'éthique et de vie privée. La protection contre les menaces informatiques justifiera probablement le déploiement de systèmes de surveillance numérique intensifs, notamment pour contrôler les accès aux sites olympiques ou monitorer les communications à proximité des installations sensibles. Ces mesures, nécessaires d'un point de vue sécuritaire, soulèvent des préoccupations légitimes concernant les libertés civiles, particulièrement dans le contexte américain où le débat sur l'équilibre entre sécurité nationale et protection de la vie privée reste vif. L'administration Trump, généralement favorable aux approches sécuritaires extensives, pourrait utiliser la menace cyber comme justification pour des mesures de surveillance renforcées, potentiellement contestées par les autorités californiennes traditionnellement plus sensibles aux questions de vie privée numérique.

Au-delà de ces considérations défensives, les événements sportifs américains pourraient également devenir des arènes de démonstration pour les capacités cybernétiques offensives des États-Unis et de leurs adversaires. Dans un contexte où les cyberattaques constituent désormais un élément central des stratégies d'influence, la sécurisation réussie (ou l'échec à protéger) ces événements hautement médiatisés pourrait avoir des implications significatives sur la crédibilité des différentes puissances dans ce domaine. L'administration Trump, qui avait adopté une posture plus offensive en matière de cybersécurité lors du premier mandat, notamment en élargissant les prérogatives du Cyber Command, pourrait voir dans la protection de ces événements une opportunité de démontrer les capacités américaines face aux adversaires potentiels, transformant la dimension cybernétique de ces compétitions en un véritable terrain d'affrontement géopolitique.

Prévision 1 ||| Scénarios d'évolution des relations USA-Sud Global dans le sport

Scénario de coexistence compétitive

Maintien d'une gouvernance sportive mondiale fragmentée mais fonctionnelle, où les États-Unis sous Trump et les puissances du Sud Global s'accommodent de sphères d'influence partiellement distinctes tout en préservant un cadre commun minimal pour les compétitions internationales.

Scénario de compromis pragmatique

Développement d'un modèle de coopération transactionnelle où Trump, privilégiant les intérêts économiques américains, accepte une influence accrue du Sud Global dans certains sports en échange de garanties pour les investissements et les droits médiatiques américains.

Scénario de confrontation ouverte

Polarisation accrue du système sportif mondial en blocs antagonistes, avec multiplication des boycotts, des circuits concurrents et des instances parallèles, reflétant une détérioration générale des relations internationales sous l'administration Trump.

L'évolution des relations entre les États-Unis sous Trump et les puissances du Sud Global dans le domaine sportif demeure incertaine, ouvrant la voie à plusieurs scénarios prospectifs qui dépendront tant de choix politiques spécifiques que de dynamiques structurelles plus larges. Ces trajectoires potentielles méritent d'être explorées pour anticiper les reconfigurations possibles de la géopolitique du sport mondial.

Le scénario de coexistence compétitive s'appuie sur l'hypothèse d'un pragmatisme dominant les relations entre les grandes puissances, malgré la rhétorique confrontationnelle. Dans cette perspective, l'administration Trump maintiendrait une approche relativement conventionnelle des institutions sportives internationales, tout en cherchant à maximiser les avantages pour les intérêts américains. Les méga-événements de 2026 et 2028 se dérouleraient sans perturbations majeures, illustrant la capacité des États-Unis à organiser des compétitions prestigieuses, tandis que les puissances du Sud Global poursuivraient leurs stratégies d'investissement et d'influence dans leurs zones prioritaires (golf et football pour l'Arabie saoudite, sports olympiques pour la Chine). Cette cohabitation, marquée par une compétition intense mais contenue, préserverait un cadre multilatéral minimal permettant aux compétitions internationales de fonctionner, tout en acceptant une fragmentation croissante de l'influence. Ce scénario, le plus proche de la situation actuelle, verrait la remondialisation se poursuivre graduellement, sans rupture brutale ni confrontation directe.

Le scénario de compromis pragmatique envisage une approche plus transactionnelle, caractéristique du style diplomatique de Trump. Dans cette trajectoire, l'administration américaine négocierait explicitement avec les puissances du Sud Global des arrangements mutuellement avantageux dans différents secteurs sportifs. Trump pourrait, par exemple, accepter une influence accrue de l'Arabie saoudite dans le golf mondial en échange de garanties pour les intérêts américains dans d'autres sports ou secteurs économiques. Cette approche, qui traiterait le sport comme un domaine négociable parmi d'autres dans les relations internationales, pourrait accélérer certains aspects de la remondialisation tout en préservant des positions stratégiques pour les États-Unis. Ce scénario, cohérent avec le mode opératoire trumpien observé lors de son premier mandat, pourrait être favorisé par la priorité accordée aux relations bilatérales sur les cadres multilatéraux traditionnels.

Le scénario de confrontation ouverte postule une détérioration significative des relations internationales, où le sport deviendrait un terrain d'affrontement direct entre blocs géopolitiques. Dans cette perspective, l'administration Trump adopterait une posture ouvertement hostile aux ambitions des puissances du Sud Global, utilisant leviers diplomatiques, économiques et réglementaires pour contrer leur influence dans le sport mondial. Des mesures comme l'interdiction pour les athlètes américains de participer à certaines compétitions financées par des régimes considérés comme adverses, ou des restrictions visant les investissements sportifs émanant de ces pays, pourraient être envisagées. En réaction, les puissances du Sud Global pourraient accélérer le développement de circuits alternatifs et potentiellement boycotter ou minimiser leur participation aux événements américains. Cette escalade conduirait à une fragmentation accélérée du système sportif mondial en blocs distincts, reproduisant les lignes de fracture géopolitiques plus larges. Ce scénario, bien que plus extrême, n'est pas sans précédent historique, rappelant certaines dynamiques de la Guerre froide où le sport était devenu un terrain d'affrontement idéologique direct.

Ces différents scénarios ne sont pas mutuellement exclusifs et pourraient se combiner différemment selon les disciplines sportives ou évoluer au cours du mandat Trump en fonction de la dynamique internationale plus large. Leur probabilité respective dépendra largement de facteurs comme l'évolution des relations sino-américaines, l'approche de l'administration Trump envers les monarchies du Golfe, ou l'impact d'événements exogènes comme crises économiques ou sanitaires. Dans tous les cas, la période 2025-2029 s'annonce comme charnière pour la géopolitique du sport mondial, avec un potentiel de reconfiguration significative des rapports de force et des structures de gouvernance établies.

Prévisions 2 ||| Questions ouvertes et perspectives futures

Au terme de cette analyse approfondie, plusieurs questions cruciales restent ouvertes concernant l'avenir de la géopolitique du sport mondial et les trajectoires possibles de sa remondialisation. Ces interrogations, qui dépassent le cadre strictement sportif pour toucher à des enjeux fondamentaux de gouvernance mondiale, méritent d'être explicitement formulées comme guides pour la recherche future et la réflexion stratégique.

La première question concerne la pérennité des modèles d'influence déployés par les puissances du Sud Global, particulièrement les monarchies du Golfe. L'approche fondée sur des investissements massifs sans préoccupation immédiate de rentabilité financière est-elle soutenable à long terme dans un contexte de transition énergétique mondiale et de volatilité des revenus pétroliers ? La stratégie saoudienne, notamment, repose sur l'hypothèse d'une diversification économique réussie qui reste à confirmer. Des évolutions internes, comme une transition politique difficile ou des tensions sociales accrues, pourraient également compromettre ces stratégies d'influence. À l'inverse, le succès de cette diversification pourrait renforcer durablement l'influence de ces pays dans l'écosystème sportif mondial, créant un modèle alternatif à l'approche occidentale traditionnelle. L'expérience qatarie post-Coupe du Monde 2022 offrira dans les prochaines années des indicateurs précieux sur la viabilité à moyen terme de ces stratégies.

La deuxième interrogation porte sur l'évolution des institutions de gouvernance sportive mondiale face aux pressions contradictoires qu'elles subissent. Le CIO et la FIFA peuvent-ils maintenir leur prétention à l'universalisme dans un monde de plus en plus fragmenté en blocs géopolitiques antagonistes ? Le modèle de gouvernance pyramidal hérité du XXe siècle semble de plus en plus contesté, tant par les puissances émergentes que par des acteurs privés développant des circuits alternatifs. La question fondamentale est celle de l'adaptabilité de ces institutions : sauront-elles évoluer vers des modèles plus inclusifs reflétant la multipolarité émergente, ou risquent-elles une marginalisation progressive face à des structures de gouvernance parallèles ? Le positionnement de ces organisations face aux tensions entre les États-Unis de Trump et les puissances du Sud Global constituera un test crucial de leur capacité à naviguer les eaux troubles de la géopolitique contemporaine.

La troisième question concerne l'impact des technologies émergentes sur les équilibres de pouvoir dans le sport mondial. L'intelligence artificielle, la réalité virtuelle, les métavers sportifs ou la blockchain transforment radicalement tant la pratique que la consommation du sport. L'enjeu géopolitique majeur est celui de la maîtrise de ces technologies et de la capacité à imposer des standards dans ces domaines émergents. Les États-Unis conservent actuellement un avantage significatif grâce à l'écosystème innovant de la Silicon Valley, mais la Chine investit massivement pour combler son retard dans les secteurs jugés stratégiques. La compétition pour le leadership dans ces technologies sportives s'intensifiera probablement dans les années à venir, avec des implications dépassant largement le cadre sportif pour toucher à des questions fondamentales de souveraineté numérique et d'influence culturelle mondiale.

Enfin, se pose la question plus fondamentale de l'avenir du sport comme vecteur d'universalisme et de compréhension internationale dans un monde de plus en plus polarisé. La fonction traditionnelle du sport comme espace de rencontre transcendant les clivages politiques, culturels et idéologiques est-elle menacée par les dynamiques contemporaines d'instrumentalisation géopolitique ? À l'inverse, le sport pourrait-il constituer un des rares domaines où une coopération internationale minimale se maintient malgré les tensions croissantes entre blocs ? L'expérience des Jeux de Los Angeles 2028, organisés dans une superpuissance dirigée par un président sceptique envers le multilatéralisme, offrira un éclairage précieux sur cette tension fondamentale entre le potentiel unificateur du sport et sa récupération comme instrument de compétition géopolitique. Cette dialectique entre universalisme sportif et fragmentation géopolitique constitue peut-être la question la plus profonde soulevée par l'analyse de la remondialisation contemporaine du sport.

Annexe 1 : Principaux événements sportifs mondiaux (2010-2034)

Cette chronologie permet de visualiser l'évolution géographique de l'attribution des méga-événements sportifs, illustrant clairement la dynamique de "remondialisation" analysée dans ce document.

Événement	Année	Lieu	Région	Observations
Coupe du Monde FIFA	2010	Afrique du Sud	Afrique	Première Coupe du Monde sur le continent africain
Jeux olympiques d'été	2012	Londres, Royaume-Uni	Europe	Troisièmes JO organisés par Londres
Coupe du Monde FIFA	2014	Brésil	Amérique du Sud	Retour en Amérique du Sud après 1978
Jeux olympiques d'été	2016	Rio de Janeiro, Brésil	Amérique du Sud	Premiers JO en Amérique du Sud
Coupe du Monde FIFA	2018	Russie	Europe/Asie	Première Coupe du Monde en Europe de l'Est
Jeux olympiques d'été	2020	Tokyo, Japon	Asie	Reportés à 2021 en raison de la pandémie
Coupe du Monde FIFA	2022	Qatar	Moyen-Orient	Première Coupe du Monde au Moyen-Orient
Jeux olympiques d'été	2024	Paris, France	Europe	Centième anniversaire des derniers JO à Paris
Coupe du Monde FIFA	2026	États-Unis, Canada, Mexique	Amérique du Nord	Première édition à 48 équipes, sous présidence Trump
Jeux olympiques d'été	2028	Los Angeles, États-Unis	Amérique du Nord	Troisièmes JO à Los Angeles, sous présidence Trump
Coupe du Monde FIFA	2030	Espagne, Portugal, Maroc (+Argentine, Paraguay, Uruguay)	Europe/Afrique (+Amérique du Sud)	Édition du centenaire sur trois continents
Coupe du Monde FIFA	2034	Arabie saoudite (candidature unique)	Moyen-Orient	Confirmation de la montée en puissance saoudienne

Ce tableau illustre clairement l'évolution de la répartition géographique des méga-événements sportifs, avec une diversification progressive au profit des nations du Sud global (Afrique du Sud, Brésil, Qatar, Arabie saoudite). La période 2026-2028, avec les événements américains sous Trump, apparaît comme une parenthèse occidentale dans cette tendance de fond à la "remondialisation".

On observe également une stratégie délibérée d'alternance de la part des instances internationales, particulièrement la FIFA, qui après l'attribution au Qatar (2022) et aux États-Unis (2026), semble s'orienter vers l'Arabie saoudite (2034), confirmant son ouverture aux marchés émergents tout en maintenant des liens avec les puissances traditionnelles.

Annexe 2 : Principaux investissements sportifs de l'Arabie saoudite (2021-2024)

Cette annexe détaille les investissements majeurs réalisés par l'Arabie saoudite dans le domaine sportif ces dernières années, illustrant l'ampleur et la diversité de sa stratégie d'influence.

2021

- Acquisition du club de Premier League Newcastle United via le Public Investment Fund (PIF) pour 350 millions de dollars
- Lancement du circuit LIV Golf, concurrent du PGA Tour, avec un investissement initial de 2 milliards de dollars
- Sponsoring du rallye Dakar, désormais organisé en Arabie saoudite (contrat de 5 ans pour 450 millions de dollars)
- Organisation du Grand Prix de Formule 1 d'Arabie saoudite à Djeddah

2022

- Combat de boxe poids lourds Anthony Joshua vs Oleksandr Usyk à Djeddah (100 millions de dollars de droits)
- Lancement de la Saudi Pro League avec l'objectif d'en faire l'une des 10 meilleures ligues mondiales
- Sponsoring des championnats du monde d'échecs via Saudi Aramco (30 millions de dollars)
- Création du Riyadh Season Tennis Cup avec des matches exhibitions dotés de primes record

2023

- Recrutement de stars mondiales du football pour la Saudi Pro League: Cristiano Ronaldo, Neymar, Karim Benzema (investissement total: 875 millions d'euros)
- Accord de fusion entre LIV Golf et le PGA Tour après 18 mois de conflit
- Obtention des Jeux asiatiques d'hiver 2029 à NEOM, ville futuriste en construction
- Sponsoring de la Coupe du monde féminine de cricket via Aramco

2024

- Candidature unique pour la Coupe du Monde FIFA 2034 après retrait des concurrents
- Acquisition de droits de diffusion sportifs internationaux pour le Moyen-Orient via Saudi Media Group
- Lancement de la Saudi Tennis Federation avec un plan d'investissement de 1 milliard de dollars sur 10 ans
- Organisation du "Six Kings Slam" de tennis, tournoi exhibition le mieux doté de l'histoire (6 millions de dollars pour le vainqueur)

Cette chronologie illustre la stratégie multisports de l'Arabie saoudite, qui investit simultanément dans plusieurs disciplines pour maximiser son influence et diversifier son portefeuille. Avec un investissement total estimé à plus de 20 milliards de dollars sur cette période, le Royaume s'est imposé comme l'acteur le plus agressif de cette "remondialisation" du sport, utilisant ses ressources financières considérables pour accélérer son intégration dans l'élite sportive mondiale.

Annexe 3 : Impact géopolitique du sport - Études de cas comparatives

Qatar : Coupe du Monde 2022

Objectif : Reconnaissance internationale et sécurité régionale Impact : Amélioration substantielle de l'image, relations diplomatiques renforcées Controverses : Droits des travailleurs migrants, corruption présumée Héritage : Infrastructures de classe mondiale, exposition médiatique sans précédent

États-Unis : CM 2026 et JO 2028

Objectif : Réaffirmation du leadership occidental Impact : À déterminer, potentiellement considérable sous Trump Controverses : Politiques migratoires, tensions diplomatiques Héritage : Rentabilité probable grâce aux infrastructures existantes

Chine : JO Pékin 2022

Objectif : Projection de puissance, validation internationale Impact : Démonstration technologique et organisationnelle Controverses : Droits humains, Ouïghours, boycott diplomatique occidental Héritage : Renforcement du nationalisme, développement des sports d'hiver

Brésil : CM 2014 et JO 2016

Objectif : Affirmation comme puissance émergente Impact : Visibilité internationale temporaire Controverses : Coûts excessifs, corruption, gentrification Héritage : Infrastructures sous-utilisées, crise politique post-événements

Cette comparaison des méga-événements sportifs récents et à venir révèle les différentes stratégies et résultats obtenus par les nations hôtes. Si le Qatar a réussi à améliorer significativement son image internationale malgré les controverses, le bilan brésilien apparaît plus mitigé, avec des retombées économiques et diplomatiques inférieures aux attentes. La Chine a utilisé les Jeux olympiques d'hiver 2022 principalement pour renforcer sa cohésion nationale face aux critiques internationales, illustrant une approche plus introvertie que celle du Qatar.

Les événements américains à venir sous Trump s'inscrivent dans une logique différente, celle d'une puissance établie cherchant à réaffirmer son influence plutôt qu'à l'établir. Leur succès dépendra largement de la capacité de l'administration Trump à équilibrer l'affirmation nationaliste avec les exigences d'ouverture internationale inhérentes à ces compétitions. Le contraste entre ces différentes approches illustre la diversité des stratégies géopolitiques déployées à travers le sport, reflétant les positionnements spécifiques de chaque nation dans l'ordre mondial contemporain.

Annexe 4 : Stratégies de "sportswashing" - Analyse comparative

Le concept de "sportswashing", défini comme l'utilisation du sport pour améliorer la réputation internationale d'un État et détourner l'attention de ses problématiques de droits humains ou de gouvernance, est devenu central dans l'analyse de la "remondialisation" du sport. Cette annexe propose une analyse comparative des stratégies de "sportswashing" déployées par différentes puissances du Sud global.

Arabie saoudite : stratégie offensive et multidimensionnelle

L'approche saoudienne se caractérise par son caractère offensif et l'ampleur des ressources mobilisées. Le Royaume combine l'organisation d'événements prestigieux (Formule 1, boxe), l'acquisition d'actifs stratégiques (Newcastle United), la création de circuits concurrents (LIV Golf), et le recrutement de stars mondiales pour sa ligue nationale (Ronaldo, Neymar). Cette stratégie vise explicitement à transformer l'image internationale du pays dans le cadre de la Vision 2030 et à détourner l'attention des questions de droits humains, notamment l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi. Son efficacité repose sur la saturation médiatique et la capacité à diviser les instances sportives traditionnelles.

Qatar : approche progressive et institutionnelle

Le Qatar a privilégié une approche plus progressive et institutionnelle, s'intégrant dans les structures existantes plutôt que de les contester. L'émirat a investi massivement dans le football (PSG, sponsors de grands clubs), développé BeIN Sports comme acteur médiatique global, et cultivé des relations étroites au sein de la FIFA, culminant avec l'obtention de la Coupe du Monde 2022. Cette stratégie s'accompagne d'efforts de soft power plus larges, incluant Al Jazeera, Qatar Airways, et des investissements culturels (musées, universités). Son efficacité réside dans la construction d'une légitimité progressive et la création de dépendances économiques avec les acteurs occidentaux.

Chine : approche systémique et politique

La stratégie chinoise se distingue par son caractère systémique et son intégration dans une vision politique globale. Plutôt que de se concentrer uniquement sur l'acquisition d'actifs ou l'organisation d'événements, la Chine développe des infrastructures sportives dans les pays partenaires (particulièrement en Afrique), investit dans la formation sportive internationale, et cherche à accroître méthodiquement son influence au sein des fédérations. Les Jeux olympiques de Pékin ont servi à projeter l'image d'une nation moderne et puissante, contrebalançant les critiques sur les droits humains. L'efficacité de cette approche repose sur sa cohérence avec la stratégie diplomatique et économique globale chinoise.

L'analyse comparative révèle différentes approches du "sportswashing", adaptées aux spécificités et aux objectifs géopolitiques de chaque puissance. Si l'Arabie saoudite privilégie une stratégie de rupture et de transformation rapide, le Qatar a opté pour une intégration progressive dans l'écosystème existant, tandis que la Chine inscrit sa démarche dans une vision systémique plus large. Ces différences reflètent non seulement des cultures politiques distinctes, mais également des positions différentes dans le système international et des temporalités variables dans leurs ambitions géopolitiques.

L'efficacité de ces stratégies demeure débattue. Si elles semblent réussir à accroître l'influence de ces nations dans la gouvernance sportive mondiale, leur impact sur l'opinion publique occidentale reste mitigé, avec une conscience croissante des enjeux de droits humains sous-jacents. Cette tension entre gains d'influence institutionnelle et persistance des critiques constitue le paradoxe fondamental du "sportswashing" contemporain.

Bibliographie exhaustive

Cette bibliographie, anglophone et francophone rassemble les sources académiques, médiatiques et institutionnelles qui furent utilisées pour cette étude. Travail de curation réalisé par Grok et de Data-Design par Gamma.

Ouvrages généraux

Allison, L. (2021). *The Global Politics of Sport: The Role of Global Institutions in Sport*. Routledge. Boykoff, J. (2020). *NOlympians: Inside the Fight Against Capitalist Mega-Sports in Los Angeles, Tokyo and Beyond*. Fernwood Publishing. Bourg, J. F., & Gouguet, J. J. (2017). *The Political Economy of Professional Sport*. Edward Elgar Publishing. Brannagan, P. M., & Giulianotti, R. (2018). *Sport, Politics and International Relations*. Edward Elgar Publishing. Chadwick, S., & Arthur, D. (2022). *Sport Business and Management: A Global Introduction*. Routledge. Goldblatt, D. (2020). *The Games: A Global History of the Olympics*. W. W. Norton & Company. Grix, J. (2016). *Sport Politics: An Introduction*. Palgrave Macmillan. Horne, J. (2022). *Understanding the Olympics*. Routledge. Jackson, S. J., & Haigh, S. (2018). *Sport and Foreign Policy in a Globalizing World*. Routledge. Murray, S., & Pigman, G. A. (2022). *Diplomacy and Sport: Past Reflections and Future Perspectives*. Routledge.

Études sur les puissances du Sud Global dans le sport

Ahmed, M. (2022). *Sport in the Middle East: Power, Politics, and Ideology*. Routledge. Al-Kuwari, A., & Brannagan, P. M. (2023). *Qatar and the Politics of Global Sport*. Oxford University Press. Brannagan, P. M., & Giulianotti, R. (2019). "The soft power of nations: Sport and foreign policy," in *Routledge Handbook of Sports and Politics*. Routledge. Cornelissen, S. (2021). *Sport, mega-events and nation branding in South Africa*. Routledge. Dorsey, J. M. (2022). *The Turbulent World of Middle East Soccer*. Oxford University Press. Hong, F., & Zhouxiang, L. (2017). *Politics and Nationalism in Chinese Sport*. Routledge. Krzyzaniak, J. S. (2022). "Saudi Arabia's Sportswashing: A Political Strategy." *International Journal of Sports Policy and Politics*, 14(3), 387-406. Pearson, B. (2020). *The New Politics of Sports Capitalism: FIFA, the Qatar World Cup and Global Activism*. Polity Press. Reiche, D., & Sorek, T. (2019). *Sport, Politics and Society in the Middle East*. Oxford University Press. Wu, Y., & Xiaoqiang, G. (2022). *China's Sport Industry: Development, Investment, and Marketing*. Routledge.

Études sur la politique sportive américaine et l'impact de Trump

Bass, A. (2021). *The Politics of the Olympics: A Survey*. Routledge. Billings, A. C., & Black, J. E. (2018). *Mascot Nation: The Controversy over Native American Representations in Sports*. University of Illinois Press. Butterworth, M. L. (2017). "The paradoxical patriotism of President Trump's sport rhetoric." *Journal of Sport and Social Issues*, 41(5), 412-429. Dyreson, M. (2019). *American Sport and the Olympic Movement: A Troubled Relationship*. Routledge. Heere, B., & Kim, C. (2021). "The impact of political polarization on sport consumption and participation." *Journal of Global Sport Management*, 6(3), 243-261. Hull, K., & Smith, L. R. (2019). "Playing Politics: An Examination of American Politics Through the Lens of Sports." *Communication & Sport*, 7(5), 598-618. Kaufman, P., & Wolff, E. A. (2018). "Playing and protesting: Sport as a vehicle for social change." *Journal of Sport and Social Issues*, 42(2), 123-144. Markovits, A. S., & Queen, T. (2019). *Trump and American Sports: Sport, Politics, and Divided America*. Routledge. Merkel, U. (2022). *Identity and Nation in Global Sports Events: Culture, Politics, and Spectacle*. Palgrave Macmillan. Wiggins, D. K. (2018). *More Than a Game: A History of the African American Experience in Sport*. Rowman & Littlefield.

Études sur la technologie et l'IA dans le sport

Abeza, G., & O'Reilly, N. (2022). *Social Media in Sport: Theory and Practice*. Routledge. Balague, N., Torrents, C., Hristovski, R., & Kelso, J. A. S. (2017). "Sport science integration: An evolutionary synthesis." *European Journal of Sport Science*, 17(1), 51-62. Choi, Y., & Dittmore, S. W. (2021). "Esports and the future of sport: The intersection of traditional sport and digital gaming." *Journal of Sport Management*, 35(2), 145-157. Ferguson, D. L. (2022). *Artificial Intelligence in Sports: A Holistic Approach*. CRC Press. Hartmann, D. (2020). *Digital Sport for Performance Enhancement and Competitive Evolution: Intelligent Gaming Technologies*. IGI Global. Hutchins, B., & Rowe, D. (2023). *Digital Media Sport: Technology, Power and Culture in the Network Society*. Routledge. Miah, A. (2021). *Sport 2.0: Transforming Sports for a Digital World*. MIT Press. Ratten, V. (2018). *Sport Entrepreneurship: Developing and Sustaining an Entrepreneurial Sports Culture*. Springer. Ringuet-Riot, C., Carter, S., & James, D. A. (2021). "Innovating to grow sport: The wider context of innovation in sport." *Sport Management Review*, 24(3), 412-429. Watanabe, N. M., Yan, G., & Soebbing, B. P. (2019). "Market disruption as a regime for athlete activism: An economic analysis of college football player protests." *Sport Management Review*, 22(5), 600-612.

Rapports et sources institutionnelles

Boston Consulting Group. (2021). *The Future of Sports: How Technology is Reshaping the Global Sports Industry*. BCG Reports. International Olympic Committee. (2023). *Olympic Agenda 2020+5: 15 Recommendations*. IOC Publications. PricewaterhouseCoopers. (2022). *Sports Industry: Outlook to 2026*. PwC Global Entertainment & Media Outlook. SportCal. (2023). *Global Sports Impact Report: The Economic Impact of Major Sporting Events*. SportCal Intelligence. World Economic Forum. (2022). *The Future of the Sports Economy: Technological Disruption and Growth Opportunities*. WEF Industry Reports.

Sources francophones

Slate : https://www.slate.fr/story/222266/2022-annee-sport-geopolitique-jeux-olympiques-pekin-paris-dakar-coupe-monde-football-qatar

RFI.fr : https://www.sportanddev.org/fr/dernier-contenu/nouvelles/2022-une-ann%C3%A9e-de-sport-tr%C3%A8s-g%C3%A9opolitique

Sportanddev.org : https://www.sportanddev.org/fr/sport-et-developpement

Libération : https://www.lequipe.fr/Football/Article/-la-tension-c-est-une-bonne-chose-donald-trump-et-les-etats-unis-se-preparent-a-accueillir-coupe-du-monde-2026-et-jo-2028-dans-un-contexte-incertain/1549316

Theconversation.com : https://theconversation.com/2022-une-annee-de-sport-tres-geopolitique-174632?amp=&amp=&amp=&amp=

Jeuneafrique.com : https://www.jeuneafrique.com/1382625/politique/jeux-asiatiques-dhiver-en-arabie-saoudite-un-scandale-humain-et-une-aberration-ecologique/

Lemonde.fr : https://www.lemonde.fr/sport/article/2022/10/04/l-arabie-saoudite-designee-pour-accueillir-les-jeux-asiatiques-d-hiver-en-2029_6144327_3242.html

politis.fr : https://www.politis.fr/articles/2024/04/hs79-boniface-il-ny-a-pas-plus-geopolitique-que-les-jeux-olympiques/

Plublika.skema.edu : https://publika.skema.edu/fr/qatar-arabie-saoudite-le-sport-est-aussi-un-moyen-daccumuler-du-pouvoir-et-dasseoir-son-controle/

Lefigaro.fr : https://www.lefigaro.fr/sports/autres-sports/le-sport-arbitre-d-un-monde-sous-tensions-20250111

Leparisien.fr : https://www.leparisien.fr/sports/football/coupe-du-monde/coupe-du-monde-2034-en-arabie-saoudite-designation-droits-humains-climat-les-questions-que-lon-se-pose-01-11-2023-MLNEXMV5WNCH5MTTNKODW2MWVU.php

Humanité.fr : https://www.humanite.fr/sports/arabie-saoudite/apres-la-coupe-du-monde-2030-sur-trois-continents-la-coupe-du-monde-2034-sera-organisee-en-arabie-saoudite-au-mepris-de-lenvironnement-et-des-droits-humains

Lestempsquirestent.org : https://lestempsquirestent.org/fr/numeros/numero-2/geopolitique-des-mega-evenements-sportifs-et-soft-power

Mediacongo : https://www.mediacongo.net/article-actualite-99096_qatar_chine_arabie_saoudite_les_evenements_sportifs_de_2022_seront_plus_politiques_que_jamais.html

AUBIN, L., Sport power, Autrement, 2024.

AUBIN, L., GUEGAN, J.-B., La guerre du sport - Une nouvelle politique, Tallandier, 2024.

AUBIN, L., GUEGAN, J.-B., Atlas géopolitique du sport, Autrement, 2022.

BONIFACE, P., Géopolitique du sport, Dunod Poche, 2023.

BUZENET, A., El BOUANANI, M., GUEGAN, J.-B., Qatar, dominer par le sport - Géopolitqie d'une ambition, 2023.

TERRET, T., Histoire du sport et géopolitique, L'Harmattan, 2011.